

LE DEVOIR

Le libéralisme: le renard libre dans le poulailler libre. (Jean Jaurès)

VOL. XC - N° 183

MONTREAL, LE LUNDI 16 AOÛT 1999

87c + TAXES

= 1\$ / TORONTO 1\$

PERSPECTIVES

Entre rêves et préjugés

Faire comprendre à un enfant qu'on n'attend pas grand-chose de lui, c'est déjà le piéger. Le forcer à surmonter une image d'où sont exclus, déjà, de trop nombreux horizons. Eh bien, selon une étude de Statistique Canada, un grand nombre d'enseignants travaillant auprès d'enfants défavorisés adoptent une telle attitude.

Cette étude révèle que les parents des milieux défavorisés consacrent autant de temps que ceux de milieux plus aisés à l'éducation scolaire de leurs enfants, en les aidant à faire leurs devoirs et en les encourageant. Bref, l'éducation est une valeur importante dans les quartiers moins riches. D'ailleurs, un grand nombre de parents de milieux défavorisés espèrent que leur enfant ira à l'université.

Cette enquête montre aussi que les enseignants, en revanche, nourrissent des préjugés envers les familles défavorisées. D'abord, ils sont nombreux à penser que les parents des enfants défavorisés ne s'intéressent pas autant à l'éducation de leurs enfants que ceux qui viennent de milieux plus aisés. Logiquement, ils croient qu'un petit nombre seulement d'entre eux fera des études supérieures.

Mais accuser les enseignants de nourrir des préjugés, c'est peut-être aller un peu vite. On peut se demander si ce sont les enseignants qui nourrissent des préjugés ou s'ils ne sont pas plutôt plus réalistes que les parents qui ont, pour leurs enfants, des attentes contredites par les statistiques.

Car les études de divers experts convergent pour conclure que les enfants de milieux défavorisés sont moins nombreux à accéder à l'université que ceux de classes plus favorisées. Les études montrent aussi que les enfants des milieux défavorisés réussissent souvent (mais pas toujours) moins bien que ceux de milieux plus aisés.

Il reste que les enseignants ont cette fausse perception que les parents de classes moins aisées accordent moins de temps aux devoirs de leurs enfants, ce qui est faux, selon l'étude de Statistique Canada, publiée dans la revue ministérielle de l'éducation de l'organisme fédéral. Les parents, enfants, enseignants et directeurs interviewés étaient répartis dans 2597 écoles primaires canadiennes (sur un total de 10 766), dont 423 (sur un total de 2080) au Québec. «Les enseignants, nous dit Statistique Canada, ont jugé que les parents ayant un meilleur statut socio-économique (SSE) participaient dans une plus large mesure à l'éducation de leurs enfants que les parents ayant un moins bon SSE; cette même tendance ne s'applique pas toutefois à l'opinion des parents en ce qui a trait à leur participation.»

L'éducation est aussi une valeur importante chez les défavorisés

Une explication, mais partielle seulement, tient au fait que les parents des milieux défavorisés participent moins aux activités qui se tiennent à l'école (mais tout autant à l'éducation de leurs enfants à domicile) et ont moins de contact avec les enseignants. Les enfants des milieux aisés savent mieux faire valoir leurs intérêts auprès des enseignants et du directeur. (D'ailleurs, à ce questionnaire, les directeurs se rangent du côté des enseignants.) Meilleurs politiciens, ils font leur lobby auprès des autorités scolaires.

Les enfants de 10 et 11 ans ont aussi eu leur mot à dire. Plus de 80 % d'entre eux ont déclaré que leurs parents les encourageaient à réussir à l'école tout le temps. (Quelque 10 % d'entre eux estiment que leurs parents attendent trop d'eux.)

Le sondage indique que les parents canadiens prennent une part active à l'éducation de leurs enfants, participation qui recouvre toutes les années du cours primaire. Il indique aussi que des rêves soutiennent cet intérêt, celui de voir leurs enfants accéder un jour à l'université.

Ce rêve, qui se transmet aux enfants, a été sévèrement critiqué ce printemps par la Fédération des commissions scolaires du Québec, qui résumait ainsi le peu d'attrait pour le secteur secondaire professionnel au Québec: «Le fond du problème, c'est que les parents souhaitent que leur enfant aille à l'université. Mais tous ne le peuvent pas.» Effectivement, tous n'ont pas le goût ou les aptitudes requises. Mais garder le plus de portes ouvertes le plus longtemps possible ne fait pas de mal. Ce serait plutôt le contraire.

D'ailleurs, une étude du chercheur Richard Tremblay, de l'Université de Montréal, arrivait l'an dernier à une conclusion similaire, à savoir que les enfants des milieux défavorisés qui avaient le bonheur d'avoir des enseignants qui croyaient en eux réussissaient mieux que ceux des écoles défavorisées où les enseignants avaient plus ou moins confiance que leurs élèves réussiraient leur année et leur vie.

La plupart des experts s'entendent enfin pour dire qu'il ne s'agit surtout pas de renvoyer les parents et les enseignants dos à dos, car dans la difficile équation entre milieux défavorisés et réussite scolaire, la participation de tous est indispensable.



MÉTÉO

Montréal Ensoleillé. Max: 28 Min: 14
 Québec Ensoleillé. Max: 24 Min: 11

Détails, page B 3

INDEX

Annances B 3 Le monde A 5
 Avis publics B 6 Les sports B 5
 Culture B 8 Mots croisés B 6
 Économie B 2 Planète B 4
 Editorial A 6 Télévision B 7

www.ledevoir.com

LES SPORTS

Une erreur de trop, encore une fois!, page B 5



L'ENTREVUE

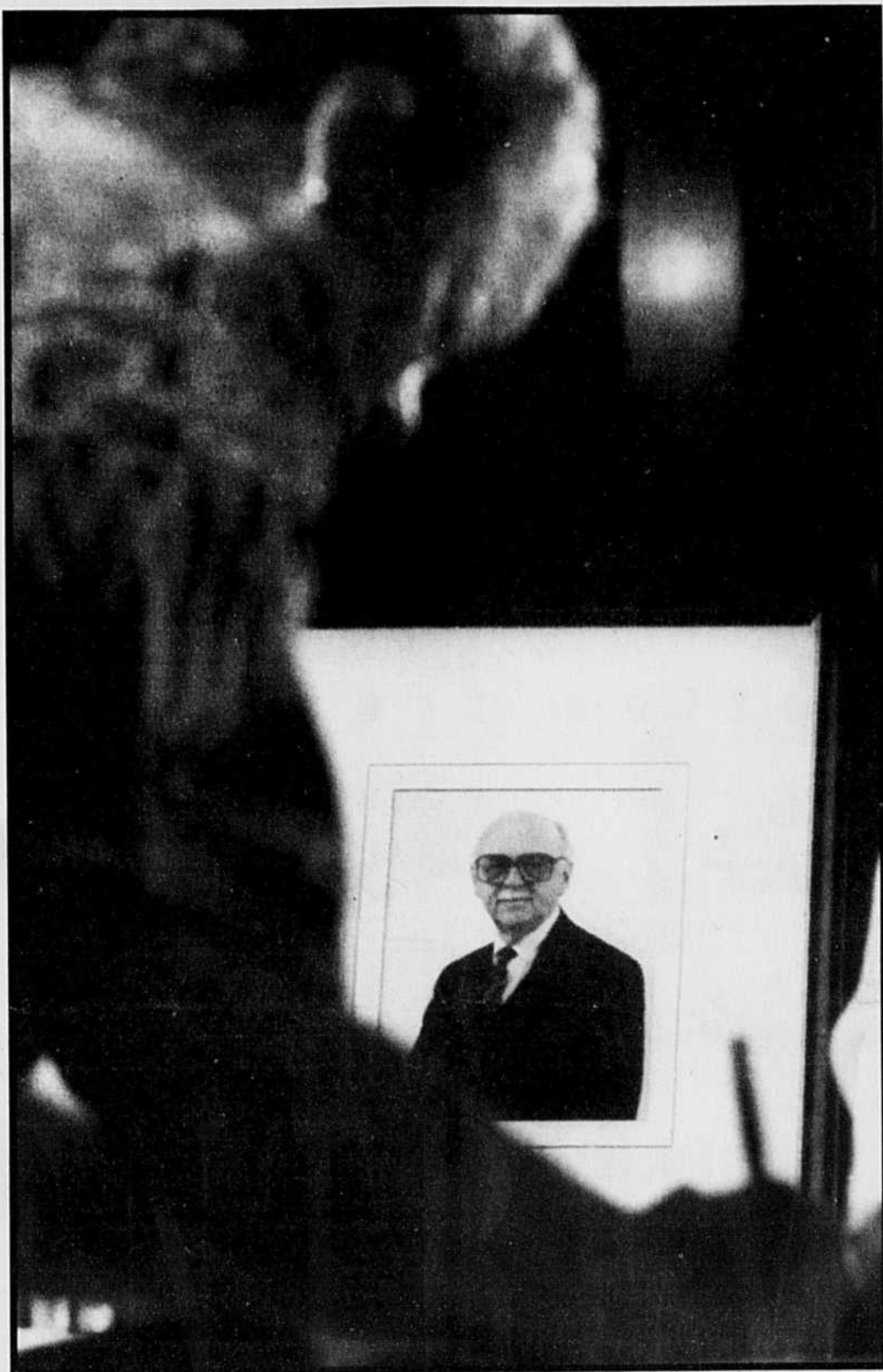
Jean-Pierre Wallot: l'archivistique et l'histoire, page B 1

LE MONDE

Daguestan: l'offensive de Moscou porte ses fruits, page A 5



Dernier hommage



MARTIN C. CHAMBERLAND LE DEVOIR

Plus de 3000 personnes se sont rendues à l'hôtel de ville hier pour signer le livre des condoléances mis à leur disposition.

«Une histoire d'amour»

«C'est une histoire d'amour entre mon père et les gens, qui dure encore. C'est très touchant.» C'est ainsi que Pierre, le fils aîné de «monsieur le maire» Jean Drapeau, décédé jeudi soir à 83 ans, explique le long défilé de citoyens venu saluer une dernière fois à l'hôtel de ville celui qui aura dirigé les destinées de Montréal pendant 29 ans.

KATHLEEN LÉVESQUE
 LE DEVOIR

C'est ce matin que des funérailles civiques seront célébrées à la Basilique Notre-Dame par le cardinal Jean-Claude Turcotte. Le cortège funèbre s'arrêtera à l'hôtel de ville à 10h30 avant de continuer à la basilique où sont attendus de nombreux dignitaires, dont les premiers ministres Jean Chrétien et Lucien Bouchard, la lieutenant-gouverneur Lise Thibault, l'architecte français du stade olympique Roger Taillibert et le maire de Québec Jean-Paul L'Allier.

En prévision de l'événement, qui devrait attirer des milliers de personnes dans le Vieux-Montréal, plusieurs rues du secteur seront fer-

mées à la circulation automobile et d'autres au stationnement. Pour éviter ces mesures exceptionnelles, les citoyens désirant rendre un dernier hommage à M. Drapeau sont invités à se déplacer par le transport en commun.

Déjà tout au cours de la fin de semaine, c'est plus de 3000 personnes qui se sont rendues à l'hôtel de ville pour signer le livre des condoléances mis à leur disposition. Pierre Drapeau et son plus jeune frère François ont accueilli hier les gens venus dire leur tristesse mais surtout leur fierté qui d'avoir travaillé dans l'entourage de M. Drapeau, qui de bénéficier aujourd'hui de son héritage, qui d'avoir voté pour lui.

«On aurait pu croire qu'il n'y aurait eu que des

VOIR PAGE 8: DRAPEAU

Les tueries reviennent hanter l'Algérie

D'APRÈS AFP, REUTERS

Alger—L'Algérie a connu ce week-end sa pire tuerie depuis l'élection le 15 avril du président Abdelaziz Bouteflika lorsque des rebelles islamistes ont égorgé 29 personnes et en ont blessé trois autres au cours d'un massacre perpétré durant la nuit de samedi à dimanche dans la région de Béchar, zone militaire du Sahara algérien relativement épargnée par les violences jusque-là.

Cette tuerie fait planer à l'approche du référendum sur la «concorde civile» du 16 septembre le spectre du retour des massacres à grande échelle, qui ont ensanglanté l'Algérie de 1995 à 1997. Plus de 400 personnes ont été tuées depuis l'arrivée au pouvoir de Bouteflika, selon un décompte établi à partir de bilans officiels et de la presse.

La violence en Algérie a fait plus de 100 000 morts et un million de victimes depuis 1992, selon un bilan officiel. La tuerie du week-end eu lieu au village de Bouaich, à 800 km environ au sud-ouest d'Alger. Jusque-là les violences étaient essentiellement cantonnées au centre du pays, à l'est et à l'ouest d'Alger.

VOIR PAGE 8: ALGÉRIE

Montréal, un gouffre financier pour la banlieue? Un mythe

La métropole se classe au 13^e rang (sur 14) des bénéficiaires de la CUM

KATHLEEN LÉVESQUE
 LE DEVOIR

La Ville de Montréal n'est pas un gouffre financier pour les municipalités voisines comme ces dernières le martèlent depuis des années. S'il est vrai que Montréal bénéficie des contributions fiscales que la banlieue effectue à la Communauté urbaine de Montréal, il n'est pas dans le peloton de tête.

Les villes de Beaconsfield et Dollard-des-Ormeaux où le revenu moyen par ménage est de 90 000 \$ et de 62 000 \$, comparativement à 34 000 \$ à Montréal, devancent la ville-centrale. Les plus grandes bénéficiaires sont toutefois Sainte-Geneviève, Pierrefonds et Montréal-Nord dont le revenu moyen est respectivement de 34 000 \$, 51 000 \$ et 31 000 \$. Montréal se classe au treizième rang des bénéficiaires (sur 14).

C'est ce qui ressort des chiffres compilés par le président du Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM), Abe Limonchik, en vue de prendre position dans le débat sur la réforme de la fiscalité municipale et des structures montréalaises. Ce débat s'enclenchera officiellement sous peu alors que la ministre des Affaires municipales et de la Métropole, Louise Harel, doit déposer un Livre blanc sur

VOIR PAGE 8: MONTREAL

Doublé pour McLaren en Hongrie

À lire, page B 5



Pick-up - boulot - dodo

Les véhicules utilitaires et les 4X4 connaissent une popularité fulgurante, mais ce sont l'environnement et la sécurité routière qui en pâtissent

Ils sont la nouvelle coqueluche des automobilistes nord-américains. Plus chers que les autres voitures, ils sont néanmoins fabriqués dans toutes les gammes de prix: Mercedes a le sien, tout comme Infiniti, Ford et Chrysler. Les 4X4 ont décidément la cote. Mais leur présence accrue sur les routes met en péril les objectifs canadiens de réduction des gaz à effet de serre et constitue une menace pour les utilisateurs de la route...

HÉLÈNE BUZZETTI
 LE DEVOIR

Mercedes-Benz a lancé son 4X4 ML 320 il y a un an et demi et son modèle ML430 en 1999, Infiniti, le QX4 en 1997. Les deux géants de l'automobile de luxe tentent ainsi, eux aussi, de profiter de la vague de popularité que connaissent les camions légers de promenade. Une popularité fulgurante.

En 1993, la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) immatriculait quelque 530 000 véhicules de

catégorie 4X4. Quatre ans plus tard, en 1997, elle en immatriculait presque 700 000, pour une augmentation de 30,5 %. En comparaison, le nombre d'automobiles de promenade immatriculées au Québec augmentait d'à peine 1 %. Les camions légers représentaient 21,6 % de tous les véhicules de promenade en circulation au Québec en 1993,

VOIR PAGE 8: PICK-UP



LE DEVOIR

ACTUALITÉS

L'aviation procède d'urgence à des inspections

Un F-18 gangrené?

Un appareil a perdu une pièce en plein vol

DEAN BEEBY
PRESSE CANADIENNE

Il semble bien que les appareils de chasse F-18 de l'aviation canadienne soient en train de pourrir de l'intérieur.

Des documents rendus publics depuis peu révèlent en effet que l'aviation a entrepris de toute urgence une série d'inspections de ces avions de combat, après qu'une pièce en plein état de corrosion avancée se fut détachée de l'un d'eux, cette année, lors d'un exercice de routine.

La majeure partie de l'empennage vertical droit de la queue d'un F-18 est disparue tandis que celui-ci prenait part à une exercice de combat, le 23 mars, au-dessus de la base aérienne de Cold Lake, en Alberta.

Le pilote n'a pas remarqué la disparition de la section, mais un collègue aux commandes d'un autre appareil l'a prévenu de la situation, selon les documents rendus publics en vertu de la Loi d'accès à l'information. Peu de temps après, l'aviateur parvenait à se poser sans difficulté.

Une inspection de ce qui restait de l'empennage, environ 25 %, a permis de constater que de l'eau s'était infiltrée à l'intérieur de celui-ci et

qu'une importante corrosion en avait résulté.

L'incident, le premier à avoir impliqué l'un des 122 F-18 des Forces armées canadiennes, est similaire à trois autres défaillances du même genre ayant affecté des F-18 de la marine américaine, depuis 1994.

Subséquemment, l'aviation canadienne a procédé à l'examen de l'empennage et de pièces cruciales de trois autres appareils, décelant la présence d'eau dans chacun d'entre eux, en dépit de l'application d'une substance devant assurer l'étanchéité. Les volets et les ailerons figurent parmi les sections ayant également fait l'objet d'une inspection.

Sept autres appareils devraient être inspectés dès cet automne, tandis que les ingénieurs de la force aérienne tentent de déterminer l'importance du problème.

D'un âge avancé, les F-18 canadiens, qui ont pris part aux frappes aériennes menées par l'OTAN en Yougoslavie, cette année, ont été victimes de toutes sortes de problèmes mécaniques, ces derniers temps.

Entre 1982 et 1988, le Canada a fait l'acquisition de 138 F-18, au coût de 5,2 milliards. Actuellement, l'aviation n'en maintient qu'une centaine en état de vol.

Les aliments transgéniques

La résistance s'organise

Peu de scientifiques canadiens ont examiné les effets à long terme des aliments transgéniques sur la santé

Toronto (PC) — Alors que des militants européens exercent des pressions sur les restaurants et prennent d'assaut les fermes pour protester contre les aliments transgéniques, ceux-ci se glissent en catimini dans l'assiette des consommateurs canadiens.

En Angleterre, le responsable de la santé publique et son conseiller scientifique ont réclamé du gouvernement qu'il forme un comité d'étude pour établir si les aliments transgéniques peuvent causer des déformations à la naissance, développer des nouvelles formes de cancer ou nuire au système immunitaire.

Peu de scientifiques canadiens ont examiné les effets à long terme sur la santé des aliments transgéniques — que les Européens ont surnommés «aliments Frankenstein» —, mais les études préliminaires d'outre-mer indiquent que ceux-ci pourraient être à l'origine de toxines et d'allergènes.

Toutefois, selon le ministère fédéral de la Santé, les produits approuvés au Canada sont testés pour leurs effets toxiques et allergènes et sont parfaitement sécuritaires. «Tous les aliments sont soumis à une évaluation de sécurité complète et très rigoureuse», affirme Karen McIntyre, de la Direction générale de la protection de la santé.

Mais pour Jennifer Story, responsable des dossiers de protection de la santé au Conseil des Canadiens, il n'existe pas assez de preuves pour tirer de telles conclusions. «Nous ne connaissons tout simplement pas les effets à long terme sur la santé des humains», croit-elle.

Mme Story cite en exemple les récentes mésaventures du ministère fédéral de la Santé, qui a annoncé en janvier dernier qu'il n'approuverait pas la vente au pays d'une hormone

de croissance bovine controversée, après qu'un comité indépendant formé de scientifiques eut déterminé que les risques que présentait le produit sur la santé des vaches étaient trop grands. Pourtant, son usage a été approuvé dans 29 pays depuis 1994, y compris aux États-Unis.

«C'est la même histoire qui se répète avec les aliments transgéniques», estime Mme Story.

Les cultivateurs canadiens ont de plus en plus recours aux semences transgéniques, qui ont la particularité de produire des récoltes plus résistantes aux intempéries et aux insectes. Elles sont surtout utilisées pour des plantes telles que le canola, le soja et le maïs.

A cause de l'utilisation fréquente de ces ingrédients dans la fabrication d'autres aliments, les produits transgéniques forment environ 70 % des articles en épicerie, qu'il s'agisse de dentifrice ou de tarte aux cerises.

Si les distributeurs alimentaires semblent se fier aux tests du ministère canadien de la Santé, ils ne réussissent pas cependant à convaincre tout le monde.

L'environnementaliste de la Colombie-Britannique Brewster Kneen — auteur d'un nouveau livre sur les biotechnologies intitulé *Farmageddon* — est du nombre des sceptiques.

«[Les gens de Santé Canada] disent que si un produit est «substantiellement équivalent» au canola normal, il n'y a pas de raison d'en contrôler l'utilisation. Mais qu'est-ce que cette sorte de terme scientifique veut bien dire?», se demande-t-il.

«La moindre chose que le gouvernement pourrait faire, c'est de montrer un certain respect pour le public et de faire en sorte que les aliments produits à l'aide des biotechnologies soient étiquetés», ajoute l'environnementaliste.

Air Canada et Canadian

Les syndicats approuvent la décision d'Ottawa

Calgary (PC) — Le milieu syndical semble accueillir favorablement la décision récente du gouvernement fédéral, qui permet à Air Canada et aux Lignes aériennes Canadian international d'entreprendre des pourparlers en vue de restructurer leurs activités.

«C'est une étape importante qui montre une prise de conscience devant la crise majeure que connaît l'industrie, surtout chez Canadian», a déclaré hier le leader des Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA), Buzz Hargrove, qui représente entre autres les 15 000 employés de Canadian.

Transport 2000 Canada, un organisme national qui défend les droits des consommateurs en matière de transport, voit aussi la décision du gouvernement d'un bon œil, estimant que les deux transporteurs se marchaient sur les pieds.

«Dans certains cas, deux avions à moitié remplis se rendaient à la même destination», résume le président de Transport 2000 Canada, Harrow Gow.

Vendredi dernier, le gouvernement fédéral a annoncé qu'il permettra aux deux compagnies aériennes d'échanger des informations concernant les trajets, les tarifs et les alliances possibles entre les deux transporteurs, des discussions normalement interdites en vertu de la Loi sur la concurrence.

C'est Canadian qui a demandé qu'une telle permission soit accordée aux deux lignes aériennes. La compagnie de Calgary a perdu environ 124 millions pendant la première moitié de 1999 et a failli déclarer faillite en 1996. Selon un porte-parole de la société, Canadian aurait besoin de 300 à 500 millions d'ici à la fin de l'année.

Les Acadiens célèbrent leur fête nationale

Moncton (AFP) — À la veille du Sommet de la Francophonie de Moncton (Nouveau-Brunswick), les Acadiens de l'est du Canada ont célébré hier avec un enthousiasme particulier leur fête nationale, ponctuée de bals, de musique et de festins traditionnels.

Dans toute la région, les maisons ont été décorées aux couleurs acadiennes, bleu, blanc, rouge comme le drapeau français, avec dans le bleu une étoile jaune, symbole de l'attachement à la Vierge et à la religion catholique.

Dans cette entité sans frontière comme on qualifie quelquefois l'Acadie, même certains bancs publics ou poteaux télégraphiques sont peints aux couleurs tricolores.

Tout au long de la journée, en dépit de la pluie, une population nombreuse a participé à des cérémonies protocolaires, avec le lever du drapeau, chant national — *Ave Maris Stella* — et des discours mais surtout à des fêtes populaires.

Villes et villages ont résonné du «tintamarre», une fête de tradition médiévale célébrée ici depuis 20 ans où la population défile dans la rue en faisant le maximum de bruit possible en écho aux cloches qui sonnent à toute volée. Les Acadiens veulent ainsi rappeler qu'ils sont bien vivants.

Les Acadiens ont aussi participé à des «frolics», mélange de musique, de chants et de danses avec des festins de homards, de fritots de poulet, pâtés de saumon ou «râpures», un plat acadien de pommes de terre et de viande arrosé de mélasse.

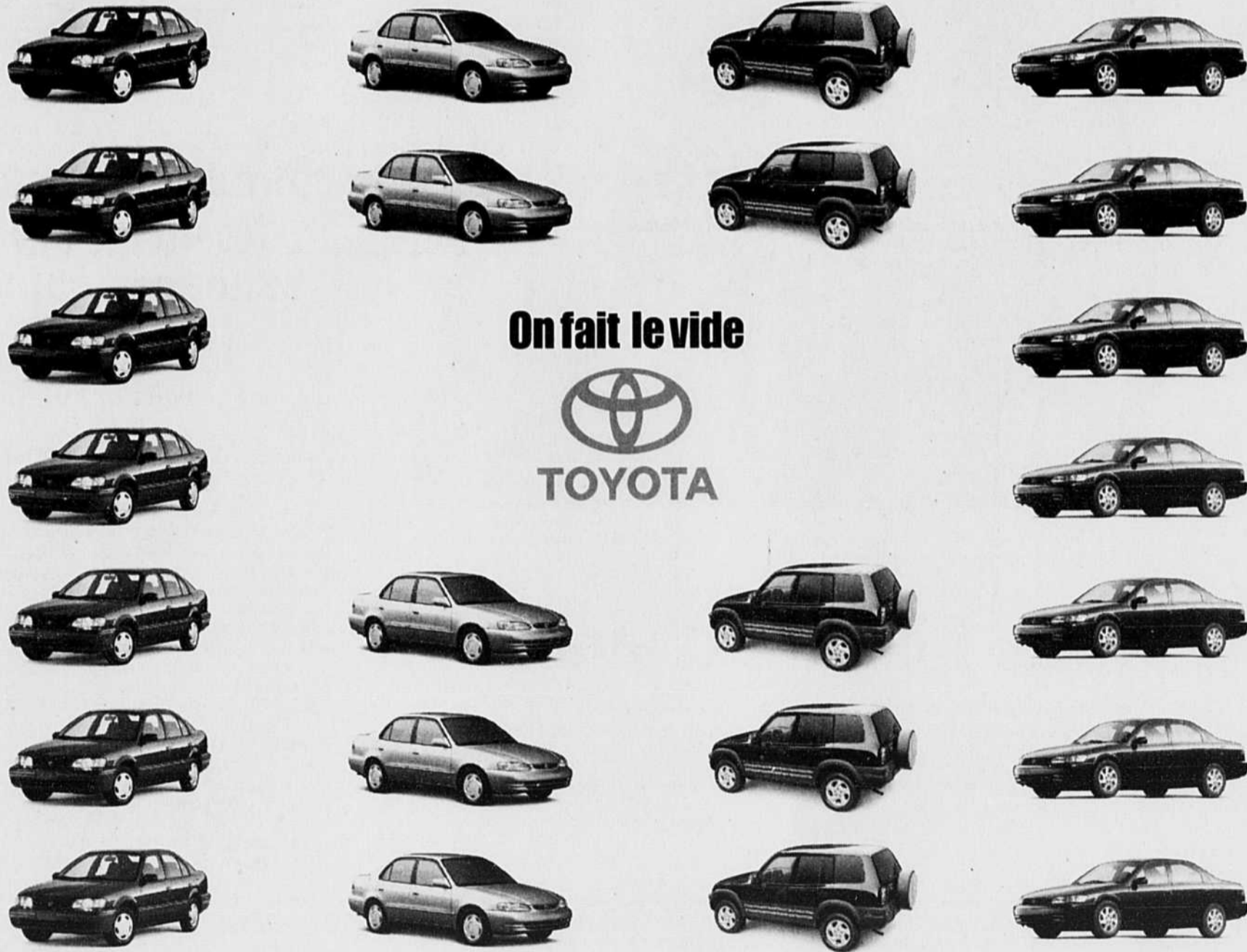
Le représentant de la reine Elizabeth II au Canada, le gouverneur-général Roméo LeBlanc, lui-même un Acadien, s'est réjoui à cette occasion de voir les Acadiens «occuper de plus en plus la place qui leur revient au Canada et dans le monde».

Pour sa part, le premier ministre canadien Jean Chrétien a estimé que le Sommet de Moncton, du 3 au 5 septembre, serait «une merveilleuse occasion d'apprécier la vitalité et le dynamisme des gens de l'Acadie».

Le deuxième Congrès mondial acadien, qui s'achève ce jour en Louisiane, et le prochain Sommet de Moncton constituent de fait des occasions uniques de rappeler au monde l'existence et l'histoire des Acadiens, les premiers colons francophones d'Amérique.

Une histoire nourrie de leur déportation dans les années 1750, de leur diaspora, notamment en Louisiane, du retour de quelques milliers d'entre eux dans l'est du Canada et du renforcement au cours des dernières années de leurs convictions.

Une liquidation très Toyota



On fait le vide



TERCEL CE PLUS
199\$ par mois / location 48 mois*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
MENSUALITÉS COMPTANT*
165\$ 1500\$
182\$ 750\$
199\$ 0\$

COROLLA VE
249\$ par mois / location 48 mois*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
MENSUALITÉS COMPTANT*
214\$ 1500\$
232\$ 750\$
249\$ 0\$

RAV4 4X4
279\$ par mois / location 48 mois*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
MENSUALITÉS COMPTANT*
279\$ 2200\$
296\$ 1500\$
330\$ 0\$

CAMRY CE PLUS
299\$ par mois / location 48 mois*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
MENSUALITÉS COMPTANT*
299\$ 2850\$
324\$ 1750\$
364\$ 0\$

ou Financement à l'achat **2,8%** jusqu'à 48 mois sur tous les modèles



Programmes de location au détail de Toyota Canada Inc. sur approbation de crédit par Crédit Toyota. Immatriculation, assurances et taxes en sus. *Offre valable sur les modèles Tercel BC33LM-BA neufs en inventaire. Premier versement de 228,90\$ et dépôt de garantie de 250\$ exigibles au moment de la livraison. **Offre valable sur les modèles Corolla BR12EM-AA neufs en inventaire. Premier versement de 286,41\$ et dépôt de garantie de 300\$ exigibles au moment de la livraison. ***Offre valable sur les modèles RAV4 HP10VM-AA neufs en inventaire. Comptant initial de 2200\$. Premier versement de 320,92\$ et dépôt de garantie de 325\$ exigibles au moment de la livraison. ****Offre valable sur les modèles Camry BG22KP-BA neufs en inventaire. Comptant initial de 2850\$. Premier versement de 343,92\$ et dépôt de garantie de 350\$ exigibles au moment de la livraison. Franchises de 96 000 km sur les 4 modèles; frais de 7€ (Tercel, Corolla), 10€ (RAV4, Camry) du kilomètre excédentaire. *Taxes en sus ou échange équivalent. Offres d'une durée limitée. Véhicules aux fins de présentation seulement. Détails chez votre concessionnaire Toyota participant.

Votre concessionnaire



VIVEZ L'EXPERIENCE DE LA QUALITE



BOUCHERVILLE
Toyota Duval
655-2350

CHATEAUGUAY
Châteauguay Toyota
692-1200

JOLIETTE
Joliette Toyota
759-3449

LAVAL
Vimont Lexus Toyota
668-2710

MONTRÉAL
Chasse Toyota
527-3411

MONTRÉAL
Pointe-Claire
935-6354

ST-HYACINTHE
Toyota A
774-9191

ST-AGATHE
Trois-Rivières Toyota
374-5323

SOREL
Automobile
Pierre Lefebvre
742-4596

TRIOIS-RIVIÈRES
L. G. Lévesque
373-0850

VALLEYFIELD
G. Couillard
Automobiles
373-0850

VERDUN
Woodland Toyota
761-3444

THURSO
Auger & Frères
985-2218

PEA
PROTECTION
EXTRA-ATTENTIVE

www.toyota.ca

• LES ACTUALITÉS •

Négociations du secteur public

Début des moyens de pression dans les cégeps

Les employés de soutien de 34 institutions manifestent leur mécontentement

LOUISE LEDUC
LE DEVOIR

Dès cette semaine, les étudiants des cégeps auront droit à un avant-goût du branle-bas de combat syndical qui s'annonce cet automne. Les employés dits de soutien — le personnel de bureau et les techniciens — seront les premiers à manifester leur mécontentement en prenant tout leur temps à partir de ce matin dans la distribution des horaires aux étudiants.

Ils seront potentiellement 4000 employés syndiqués à porter un autocollant illustrant une tortue, aux côtés du slogan: «Je travaille au rythme de la négo.»

La distribution des horaires oblige habituellement le personnel à mettre les bouchées doubles. Cette fois, si le mot d'ordre syndical est respecté, chacun travaillera à un rythme «santé», soit lentement, et avec prudence régulière des pauses autorisées.

Marjolaine Côté, présidente du syndicat des employés de soutien affilié à la CSN, annonce aussi que les moyens de pression touchant 34 cégeps iront s'accroissant et gagneront en visibilité «à compter du début des cours, le 23 août».

Les employés de soutien font partie du front commun syndical et seront appuyés dès ce matin par les professeurs de cégep. «Nous avons déposé notre projet de convention le 21 mai 1998. La partie patronale a fait son dépôt seulement le 3 février 1999. Depuis, nous avons eu 18 rencontres de négociations, dont sept en présence d'un médiateur et les négociations n'ont guère produit de résultats», résume Mme Côté.

Les employés de soutien se plaignent d'une réduction importante des postes. Au cours de ces négociations, les employés de soutien des cégeps espèrent surtout obtenir l'allègement de leurs tâches et l'élimination de la sous-traitance.

Du côté des professeurs de cégep, le cap est pour l'instant mis sur les 26 ou 27 août, alors que les instances syndicales décideront de la stratégie à adopter. Dans l'immédiat, les professeurs de cégep limiteront leur action à appuyer les employés de soutien et à poursuivre le boycottage des comités chargés de mettre en place la réforme du collégial. «Nous profiterons aussi des traditionnels discours prononcés par les directions générales des cégeps à l'entrée des classes pour leur rappeler que la priorité doit être le renouvellement de la convention collective», explique Pierre Patry, président de la Fédération nationale des enseignants du Québec qui représente les deux tiers des professeurs de cégeps.

Chose certaine, conclut M. Patry, la démarche des professeurs de cégep s'inscrit parfaitement dans celle du front commun du secteur public. «L'exemple de la grève des infirmières le prouve bien: l'isolement n'est absolument pas souhaitable.»

Un mandat de grève aux négociateurs syndicaux

Les employés de GM votent

Boisbriand a été la première usine canadienne à se prononcer

LOUISE LEDUC
LE DEVOIR

L'usine de General Motors, à Boisbriand, a ouvert le bal, hier, d'une série de votes de grève attendus ces prochaines semaines dans le secteur automobile. Les résultats du vote chez GM seront connus dans une quinzaine de jours, le temps que tous les employés du Canada aient pu se prononcer.

Bien plus que les salaires, c'est le régime de retraite, et surtout la garantie de la survie de l'usine de Boisbriand, que réclament les syndiqués, inquiets des fermetures prévues de trois à cinq usines GM en Amérique du Nord.

A entendre «des applaudissements dans la salle» où s'est déroulé le vote hier, Roland Francis, responsable du dossier automobile au Québec pour le syndicat des Travaillistes canadiens de l'automobile (TCA), croyait bien avoir obtenu un très fort mandat de grève de cette cellule syndicale.

Convertie en 1987 au coût de 450 millions avec l'aide financière gouvernementale consentie sous la forme d'un prêt sans intérêts de 220 millions, l'usine de Boisbriand est l'une des plus vulnérables, les modèles Firebird et Camaro qui y sont fabriqués n'étant pas très vendus.

«Nous ne fabriquons que de 50 000 à 70 000 véhicules par année», explique Roland Francis. «Or, l'usine de Boisbriand a le potentiel pour fabriquer 200 000 véhicules par année. Cette sous-production nous fait donc craindre que Boisbriand pourrait être la première usine à fermer. On

doit absolument se voir confier la fabrication d'un modèle plus demandé.»

En juin, Québec se disait prêt à aider l'usine de Boisbriand à se convertir aux techniques d'assemblage modulaire, par lesquelles les employés d'ici assembleraient à haute cadence des modules préfabriqués par des sous-traitants. Cette conversion, craignent cependant les syndiqués, risquerait de réduire encore le nombre d'emploi, qui, avant 1995, s'élevait à 3100 personnes.

Comme d'habitude, les conventions collectives des trois constructeurs automobiles — GM, Chrysler et Ford — viendront à échéance en même temps, soit le 21 septembre, et c'est ensemble qu'ils mèneront bataille. «D'ici là, tout peut se produire, y compris l'annonce de la fermeture de l'usine de Boisbriand», craint M. Francis.

De fait, les fermetures d'usine représentent traditionnellement un enjeu de marchandage et, dans le passé, elles ont souvent été annoncées durant les négociations nationales.

Le renouvellement de la dernière convention collective, en 1996, avait abouti à une grève de trois semaines chez GM, les deux parties ayant croisé le fer sur la question de la sous-traitance.

Cette année, les régimes de retraite retiendront surtout l'attention. La moyenne d'âge chez GM est supérieure à 50 ans.

Au cours des six prochaines années, le tiers des syndiqués des filiales canadiennes de GM, Ford et Chrysler prendront leur retraite.

En route vers Saturne

Frôler la Terre à 56 325 km/h

La sonde Cassini entre dans la phase finale de son long périple

Pasadena (AP) — Pour aborder la phase finale de son sinuex voyage de sept ans à destination de Saturne, la sonde Cassini va passer à moins de 1165 km de la Terre cette semaine afin de prendre de la vitesse. Un passage qui inquiète de nombreux écologistes en raison de la cargaison de plutonium qu'elle transporte.

Le retour de Cassini, deux ans après le lancement par la NASA de la sonde inhabitée la plus grande et la plus coûteuse — elle a coûté 3,4 milliards de dollars — ne présente pratiquement aucun risque, assurent pourtant les responsables de la mission.

Mais des militants anti-nucléaires s'inquiètent des 33 kilos de plutonium — un métal radioactif et cancérogène — que transporte la sonde. «Le fait est que la technologie spatiale peut échouer et qu'elle échoue», estime Bruce Gagnon, membre du Réseau international contre l'utilisation des armes et de la puissance nucléaire dans l'espace. «Et quand vous vous mettez à utiliser de plus en plus de matériaux nucléaires, les risques d'accident augmentent.»

Mardi à 20h28 (3h28 GMT mercredi), la gravité terrestre va permettre à la sonde de changer de direction et de prendre de la vitesse. Sans l'aide de la gravité et des passages près de Vénus (effectue) et de Jupiter (à venir), la sonde n'atteindrait jamais sa destination: en 2004, elle doit étudier les anneaux et les lunes de Saturne. Elle tient son nom de l'astronome français Jean-Dominique Cassini (1625-1712).

La sonde va s'approcher de la Terre à 56 325 km/h. Sa vitesse va augmenter d'environ 17 700 km/h après ce passage. Quand elle sera le plus près de la Terre, au-dessus du Pacifique Sud, la sonde pourrait être aperçue depuis l'île de Pitcairn ou depuis l'île de Pâques.

Depuis 1973, la NASA utilise la gravité des planètes pour lancer ses sondes dans l'espace. La sonde Galileo, à destination de Jupiter, fonctionnait également au plutonium. Elle est

passée deux fois près de la Terre au début des années 1990, à des altitudes plus basses que ce ne sera le cas pour Cassini.

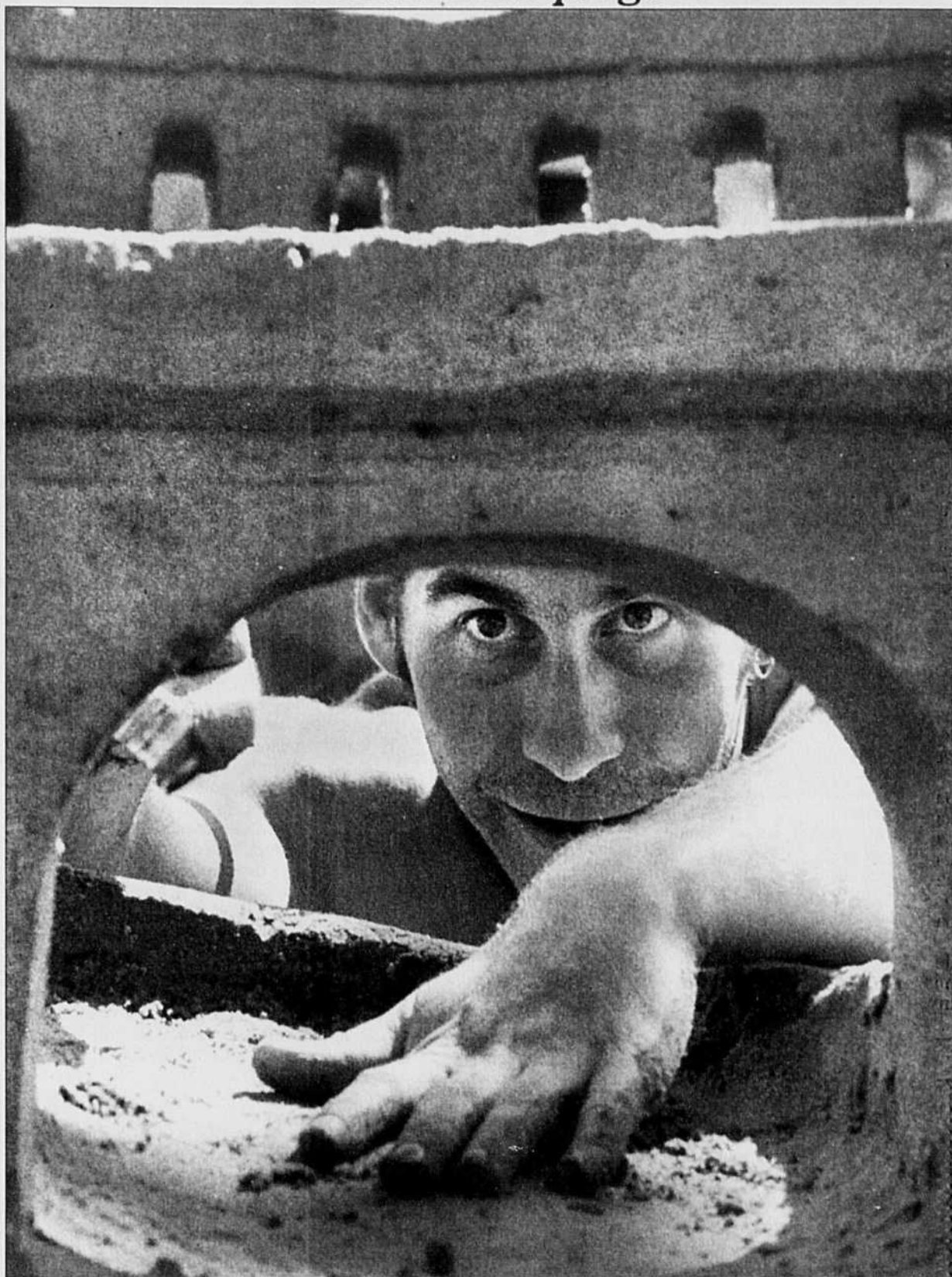
Les chances d'une rentrée accidentelle de Cassini dans l'atmosphère sont d'environ une sur 1,2 million, selon des estimations de la NASA. «Ce n'est tout simplement pas crédible», a déclaré Bob Mitchell, responsable de la mission Cassini à Pasadena. «Je ne vous dis pas que c'est impossible, mais ce n'est pas crédible», estime-t-il, ajoutant que même si c'était le cas, les effets sur la population seraient quasiment nuls.

Investissement-Québec devait y aller d'une contribution de 4,4 millions par l'entremise du Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi. De son côté, Emploi Québec avait promis une aide supplémentaire de 2,3 millions pour couvrir une partie des salaires et des frais de formation des nouveaux venus.

Goodyear n'a pas précisé jusqu'à quand l'investissement sera reporté, et les syndiqués craignent que ce ne soit jusqu'aux calendes grecques.

L. L.

Comme à la plage



MARTIN C. CHAMBERLAND LE DEVOIR

UNE FOULE RECORD de 55 000 Montréalais s'était déplacée au parc Lafontaine hier après-midi pour admirer les œuvres que sculptaient une trentaine d'équipes participant au 9^e concours international de châteaux de sable. Dany Perron terminait ici La Traversée. L'équipe gagnante constituée de Philippe Léger, Anail Beaugard et Sophie Vallée, a gagné le premier prix: un voyage qui leur permettra de faire bien d'autres châteaux, mais cette fois sur les plages de République dominicaine au mois de février prochain à l'occasion d'une autre compétition d'envvergure internationale.

Report d'un investissement à Valleyfield

Débrayage-surprise chez Goodyear

Pour bien marquer leur mécontentement envers le report d'un investissement de 87 millions à leur usine, les employés de Goodyear, à Valleyfield, ne sont pas entrés au travail, hier matin.

Depuis l'annonce en mars de cet investissement, en présence du ministre des Finances Bernard Landry, les employés de la multinationale du pneu avaient accepté d'allonger les heures de production pour faire en sorte que l'usine puisse être opérationnelle vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

Etant donné que l'investissement de 87 millions, qui devait se traduire par un accroissement de 40 % des installations de Valleyfield et la création de 350 nouveaux emplois, est remis en question, les syndiqués de Valleyfield ont décidé unilatéralement de reprendre leurs anciens horaires. «Goodyear perdra ainsi huit heures de production par semaine», note Jean-Yves Bériault, président du

syndicat affilié à la Fédération des travailleurs du Québec. «Nos patrons nous ont dit que nous agissions un peu vite, mais eux aussi ont agi rapidement.»

Ce matin, le syndicat, qui représente 1450 employés de Goodyear, se penchera avec ses services juridiques sur la possibilité de poursuivre la direction de Goodyear. Ils argumentent qu'après l'annonce de l'investissement, plusieurs syndiqués ont pris d'importants engagements, tels que l'achat d'une maison, et qu'ils devront être dédommages pour cette volte-face.

Investissement-Québec devait y aller d'une contribution de 4,4 millions par l'entremise du Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi. De son côté, Emploi Québec avait promis une aide supplémentaire de 2,3 millions pour couvrir une partie des salaires et des frais de formation des nouveaux venus.

Goodyear n'a pas précisé jusqu'à quand l'investissement sera reporté, et les syndiqués craignent que ce ne soit jusqu'aux calendes grecques.

L. L.

LOGIQUES

BEST-SELLER!
Plus de 100 000 exemplaires vendus!



Les hommes viennent de Mars, les femmes viennent de Vénus

John Gray, Ph.D.
ISBN 2-89381-652-5 - 384 p.
24,95 \$

Les Éditions LOGIQUES inc.
En vente partout
Distribution exclusive: Québec-Livres

loto-québec

6/49		résultats	
GAGNANTS	LOTS	GAGNANTS	LOTS
6/6	1	6/6	0
5/6+	10	5/6+	0
5/6	340	5/6	17
4/6	19 886	4/6	891
3/6	368 028	3/6	17 397
Ventes totales: 18 331 719 \$		Ventes totales: 601 142 \$	
Prochain gros lot (approx.): 2 000 000 \$		Prochain gros lot (approx.): 5 000 000 \$	

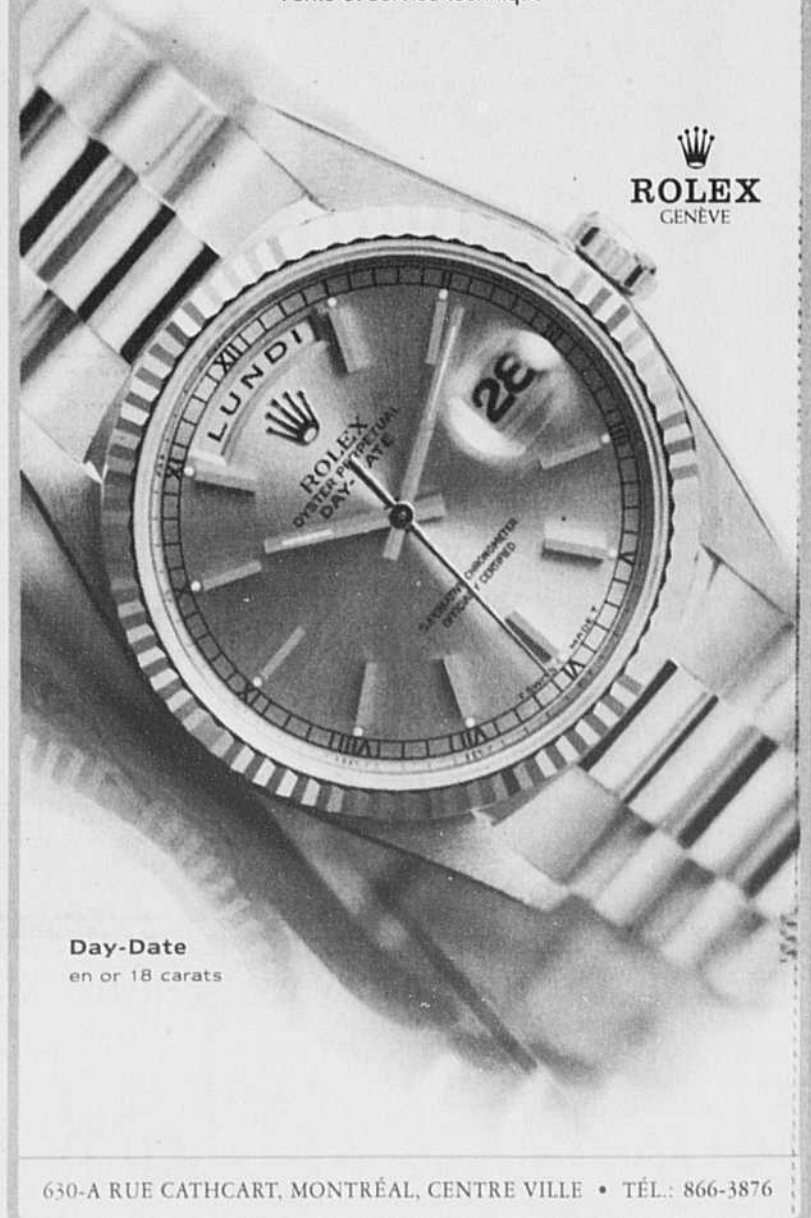
4/9		résultats	
GAGNANTS	LOTS	GAGNANTS	LOTS
6/6	0	6/6	0
5/6+	0	5/6+	0
5/6	17	5/6	17
4/6	891	4/6	891
3/6	17 397	3/6	17 397
Ventes totales: 601 142 \$		Ventes totales: 601 142 \$	

Extra		résultats	
GAGNANTS	LOTS	GAGNANTS	LOTS
751847	100 000 \$	7/7	0
51847	1 000 \$	6/7+	0
1847	250 \$	6/7	49
847	50 \$	5/7	2 908
47	10 \$	4/7	61 264
7	2 \$	3/7+	58 970
Ventes totales: 7 673 716 \$		Ventes totales: 7 673 716 \$	
Prochain gros lot (approx.): 5 000 000 \$		Prochain gros lot (approx.): 5 000 000 \$	

Extra		résultats	
GAGNANTS	LOTS	GAGNANTS	LOTS
057454	100 000 \$	7/7	0
57454	1 000 \$	6/7+	0
7454	250 \$	6/7	49
454	50 \$	5/7	2 908
54	10 \$	4/7	61 264
4	2 \$	3/7+	58 970
Ventes totales: 7 673 716 \$		Ventes totales: 7 673 716 \$	
Prochain gros lot (approx.): 5 000 000 \$		Prochain gros lot (approx.): 5 000 000 \$	

Bijouterie Gambard

Vente et service technique



Day-Date
en or 18 carats

630-A RUE CATHCART, MONTRÉAL, CENTRE VILLE • TÉL.: 866-3876

• LES ACTUALITÉS •

Des résultats estivaux intéressants

Les banques préparent un automne chaud

Les stratégies de développement retiennent l'attention des investisseurs

JAMES STEVENSON
PRESSE CANADIENNE

Toronto — Les grandes banques canadiennes devraient annoncer cette semaine de modestes profits pour leur trimestre estival, en plus de se préparer pour une rafale d'activités dans le secteur financier.

C'est au cours des prochains jours que les grandes banques dévoileront leurs résultats financiers pour les trois derniers mois, à commencer par la Toronto Dominion (TD) et la Banque Royale, ce jeudi.

À l'exception de la Banque de Montréal, elles devraient toutes annoncer des profits à la hausse par rapport à l'année dernière.

Pendant ce temps, les six grandes banques vivent au rythme effréné des fusions, acquisitions et autres opérations de réduction de coûts. Et l'automne s'annonce encore plus occupé.

Les profits du secteur bancaire canadien ont été plus difficiles à réaliser cette année, surtout en raison de la féroce compétition.

Quoi qu'il en soit, si les résultats du plus récent trimestre s'annoncent intéressants pour les investisseurs, ce n'est pas pour leurs profits «modestes ou moyens» mais plutôt pour les dévoilements de stratégies, selon un dirigeant de banque.

«L'intérêt des investisseurs, pour les prochaines semaines, ne sera pas concentré sur «qu'avez-vous fait au dernier trimestre?» mais bien sur «que ferez-vous au cours des deux prochains trimestres?», a expliqué le banquier.

Mais même si septembre et octobre risquent d'être particulièrement occupés, l'été n'a pas été très calme.

Au cours du dernier mois, la TD a annoncé une offre d'achat de huit milliards pour la fiducie Canada Trust, propriété de la société montréalaise

Imasco, elle-même vendue au géant britannique du tabac BAT.

La Banque Royale a acheté 20 % des opérations canadiennes d'America Online. La Banque Nationale a acheté First Marathon, la dernière grande firme de courtage indépendante du pays. Et la Banque Scotia a pris une participation majoritaire dans la Banco Sud Americano du Chili.

Depuis que le gouvernement fédéral a empêché, en décembre dernier, la réalisation des plans de fusions qui auraient créé deux superbanques canadiennes, les institutions financières se sont retirées dans leur coin avec leurs stratégies respectives.

Alors que les banques conservent leur énergie pour les activités à venir, ils en profitent aussi pour se débarrasser de leurs affaires secondaires.

Ainsi, la CIBC, la Royale et la Scotia ont mis en vente leurs importantes sociétés de portefeuille de biens immobiliers, ce qui devrait libérer des milliards de dollars pour d'autres acquisitions.

En mai dernier, la Banque de Montréal a vendu sa division spécialisée dans la gestion de portefeuille pour investisseurs institutionnels, parce qu'elle aurait demandé un trop grand investissement dans de nouvelles technologies.

Plusieurs personnes surveilleront la CIBC, qui a annoncé en juin dernier une opération de réduction des coûts de 500 millions pour faire grimper le prix plutôt stagnant de ses actions.

Les analystes s'attendent à ce que la CIBC réalise les plus gros gains pour le dernier trimestre, environ 70 cents par action, par rapport à 51 cents pour la même période l'an dernier.

Les autres banques réaliseront probablement des profits de moins de 10 cents par action, alors que ceux de la Banque de Montréal devraient fondre d'environ 10 cents, selon la firme indépendante Boston First Call Corp.

La Grande Côte des Éboulements

Des travaux qui divisent une région

Opposants et partisans continuent de faire valoir leurs arguments malgré l'état avancé des transformations

Les travaux de réfection de la Grande Côte des Éboulements, qui ont débuté il y a maintenant deux mois, continuent de diviser la région. Alors que l'Union québécoise pour la conservation de la nature s'adresse à la Cour suprême pour démontrer que Québec a tout fait pour éviter de se soumettre au processus d'évaluation environnementale, opposants et partisans des travaux continuent de faire valoir leurs arguments.

JEAN CHARTIER
LE DEVOIR

Depuis deux mois, le rituel se répète: des bûcherons coupent des centaines d'arbres chaque jour, des pelles mécaniques vidant la vallée de son argile pour la remplacer par du sable. Les travaux de voirie entrepris à la suite de l'accident d'autobus qui a fait 43 morts en octobre 1997 dans la Grande Côte des Éboulements vont bon train.

Déjà, les bûcherons ont abattu des milliers d'arbres au bord de la rivière et sur la colline qui la domine; la rivière du Seigneur, auparavant dotée de rapides sur plus d'un kilomètre, a été repoussée au pied du coteau sur 150 mètres, avant sa disparition programmée dans une conduite de béton sous les 65 mètres de remblai qu'on va déposer. Cela éliminera la courbe des Éboulements, aplanira la côte et la vallée à la même hauteur, celle du Plateau des Éboulements.

Au bord du trou, lorsque les ouvriers sont partis, les résidents inspectent l'état d'avancement des travaux en début de soirée et chacun

s'étonne de l'ampleur du chantier.

«Au ministère des Transports, il ont des normes mais pas de goût», fait remarquer le capitaine Sylvain Desgagnés. «C'est pas possible de briser autant de choses», lance sa femme, Dominique Boucher-Desgagnés.

«Il y a une semaine, j'ai vu disparaître la rivière en une journée par une grosse pelle mécanique qui a fait le remplissage», ajoute-t-il. Pour lui, l'ampleur de ce projet, c'est plutôt pour «l'autoroute métropolitaine avec un million d'autos». «Ils vont faire une grande côte droite avec des lumières pour l'éclairer, comme à Montréal mais ça ne marche pas ici. Bien sûr, à l'île aux Coudres, ils veulent quatre côtes avec quatre autobus de large. Mais Saint-Joseph-de-la-Rive, c'est un petit village de tourisme», tranche ce résident.

Il y avait une forêt de cèdres en bas, près de la rivière. Elle a été coupée. Toute la vallée reste argileuse. S'il pleut plusieurs jours d'affilée, on pourrait même voir un éboulement de glaise. «Ça n'est pas pour rien que ça s'appelle les Éboulements», dit le pêcheur, qui accepte mal ce déploiement de machinerie.

Les Desgagnés habitent Saint-Joseph-de-la-Rive depuis des siècles et ils ont leur franc-parler. C'est la famille des navigateurs, une légende. Le père de Sylvain Desgagnés, le capitaine Yvan Desgagnés, est président de l'Exposition maritime de Saint-Joseph-de-la-Rive.

Des pour et des contre

En fait, les propriétaires des résidences situées dans le voisinage de ce trou ont des opinions très divergentes sur la pertinence de ces travaux de réfection.

Le président du comité de citoyens en faveur des travaux, Michel Voyer, a une propriété qui donne directement sur le trou de boue. Cependant, sa résidence reste protégée par une rangée de grands arbres tandis que les rapides continuent de dévaler le long de sa propriété, à 100 mètres de l'embouchure de la rivière. Son terrain, aménagé de fleurs vivaces, se situe en haut de la propriété de Mme Laberge, la mère de la romancière Marie Laberge.

Mme Laberge se dit en faveur du chantier, comme Michel Voyer, car les maisons de l'un et l'autre auraient disparu si le plan initial du ministère des Transports avait été réalisé. Avec le plan retenu, ces deux maisons échapperont à la destruction.

À l'abri des travaux, de l'autre côté de la route, l'épicière du chemin du Plateau, Jocelyne Ouellette-Pilote, dit que ça fait trois ans que les résidents paient pour la côte. «L'idée, c'est de

couper le croche. Ça été un peu rapide la décision prise à Québec mais l'autre tracé, celui du début, coupait les terres sur 350 pieds. Ils expropriaient cinq maisons tout près».

Alors, l'épicière s'est ralliée à ce tracé comme la plupart des gens du Plateau, les propriétaires des 18 maisons à l'est du trou. Il en est autrement pour les gens des cinq très belles propriétés à l'ouest de la rivière, sur une terre achetée voilà trente ans.

À l'instar de Mme Pilote, Michel Voyer fait valoir que la solution mise de l'avant par l'ingénieur Eric Gourdeau, des Éboulements, impliquait une deuxième courbe au lieu de l'annulation de la courbe à l'origine de l'accident; plusieurs maisons auraient été expropriées, pas seulement des terrains. «Le pire a été évité», tranche-t-il.

Il tient aussi à faire valoir que le pont de béton n'occasionne pas le premier détournement de la rivière du Seigneur mais le quatrième. Loin en amont, des travaux ont été faits dans le passé sur la rivière, selon lui.

Toutefois, les expropriés ne partagent pas cette vision des choses. Le docteur Martel, qui a une propriété sur les hauteurs, a perdu son verger de 16 pommiers, des arbres coupés et cordés. Son verger a laissé la place au chantier des camions. On lui offre 6 000 \$ le pied carré, 10 000 \$, et on ne lui a pas permis de discuter. Le verger a été remplacé par de la boue dans le chantier qui croise la Grande Côte des Éboulements.

Au pays de Félix-Antoine Savard

maitre-draveur, publié en 1937, soit 10 ans avant les premiers romans de Gabrielle Roy et de Roger Lemelin.

Le refuge de M^{re} Savard, lieu où il avait planté une allée d'églantiers le menant au fleuve, devant le panorama de l'île aux Coudres, des saules et des peupliers pour l'isoler de la Grande Côte des Éboulements, va être amputé. On s'approprie à aménager un T sur ce site, au bas de la nouvelle côte, pour le virage des camions et des autobus.

Cela va se faire aux dépens des arbres qui ombragent la propriété de M^{re} Savard. En haut de la maison, les bûcherons coupent la plupart des arbres sur la colline. Devant le fleuve, le chemin de fer dispose d'un passage élargi, ce qui ampute l'allée des églantiers. Et on s'approprie à abattre les peupliers.

Au début des années soixante, M^{re} Savard avait choisi de prendre sa retraite à Saint-Joseph-de-la-Rive où il avait alors ouvert une papeterie artisanale dans l'école du village afin de montrer la beauté du métier des

hommes de la forêt.

Avec son ami Mark Donohue, le propriétaire de la compagnie Donohue à Clermont, il a fondé la papeterie Saint-Gilles qui fabrique du papier comme il y a 300 ans, en incorporant des fleurs dans le papier chiné, des salicaires mauves ou des épervières jaunes, précise Hélène Desgagnés, la directrice du musée de M^{re} Savard.

On perpétue ainsi la tradition de la forêt dans ce musée installé en face de l'Exposition maritime de Saint-Joseph-de-la-Rive, un économusée de goélettes, tandis que la petite maison de M^{re} Savard reste préservée, à l'autre bout du village.

Le compositeur Gilles Tremblay a fréquenté M^{re} Savard, un parent à lui, et le patriarche lui a offert de lui vendre sa maison au soir de sa vie. Il conserve le vieux pupitre de M^{re} Savard et ses livres. Il n'a pratiquement rien changé dans la maison. Mais dehors, c'est la fin du monde annoncée. Dans la colline, les bûcherons font dé-

marrer des scies mécaniques. Sous

peu, ils en arriveront aux peupliers.

Célébration de l'arrière-pays

Paradoxalement, dans l'arrière-pays, on célèbre cet été M^{re} Savard. Au pays de Menaud, à Saint-Aimé-des-Lacs, on lui rend hommage avec une exposition de photographies dans la petite école de village qui lutte pour sa survie. On y montre la drave sur la rivière Malbaie, des gaffes, le costume de draveur, une sculpture de Menaud.

Saint-Aimé-des-Lacs se situe à mi-chemin entre les Hautes Gorges de la rivière Malbaie, un très beau site qui va devenir parc provincial en l'an 2000, et la petite ville de Clermont, où la première usine de papier fut fondée en 1911, par Rodolphe Forget, le magnat qui a construit le chemin de fer de la Malbaie. Cette usine attira le jeune vicair Savard, établi à la Malbaie depuis 1927, dans la paroisse de Saint-Agnès et à Clermont en 1931.

J. C.

Le Devoir tous

A Z I M U T S



Un nouveau visage!

ledevoir.com

http://www.ledevoir.com

Un débat lancé par un quotidien

Appellation controversée

Les opinions divergent à Terre-Neuve sur le terme «Newfie», certains se disant insultés, d'autres indifférents

MICHELLE MACAFEE
PRESSE CANADIENNE

Saint-Jean, T.-N. (PC) — Certains Terre-Neuviens voient dans le terme «Newfie» un affront; d'autres n'en ont cure. Chose certaine, l'appellation, qu'elle soit employée à l'extérieur de Terre-Neuve ou sur le «rocher» lui-même, alimente un débat perpétuel.

Celui-ci a été ravivé récemment dans les pages éditoriales du *St. John's Telegram*, le plus gros quotidien de la province. Depuis plusieurs semaines, pas un jour ou presque ne se passe sans que le journal ne reçoive des lettres mordantes de lecteurs à ce sujet.

«C'est une injure, tout comme si vous traitiez une personne de race noire de nègre, ou une personne juive de youpin», soutient Paul O'Neill.

Pour M. O'Neill, qui est âgé de 70 ans, le terme «Newfie» évoque un sentiment d'avilissement, l'impression d'être traité avec condescendance.

Quand le terme sert, en plus, à alimenter les plaisanteries, il en frémit. «Ce n'est pas être sensible, c'est une question de fierté.»

D'autres se demandent même où est le problème.

Sur la plaque d'immatriculation de l'automobile de Joe Newell, on peut lire: «Newfie et fier de l'être.» Cet ancien combattant de 79 ans, de Gander, soutient que l'appellation «Newfie», lorsqu'elle était employée dans la marine britannique, était habituellement perçue comme une expression affectueuse.

Et les années qui se sont écoulées depuis son retour à Terre-Neuve n'ont rien fait pour le dissuader de penser que ce terme est relativement inoffensif. «Ça ne me dérange pas le moins du monde, affirme-t-il. Ce n'est pas raciste.»

L'origine exacte du mot reste

confuse.

On l'a déjà employé comme une simple abréviation.

Mais la connotation péjorative du terme semble être apparue quand les troupes canadiennes et américaines ont envahi les rues de Saint-Jean pendant la Deuxième Guerre mondiale, avant que Terre-Neuve n'adhère à la Confédération canadienne.

D'abord, on appela le port de Saint-Jean, Terre-Neuve, Newfie John, tout bonnement pour le distinguer de Saint-Jean, Nouveau-Brunswick.

Graduellement, les troupes étrangères commencèrent à développer une sorte de complexe de supériorité et à traiter les Terre-Neuviens avec un certain dédain, affirme John FitzGerald, historien à l'Université Memorial, à Saint-Jean. C'est que selon lui, cette époque a apporté d'importants changements socioculturels à Terre-Neuve, auxquels les Terre-Neuviens ont d'abord eu du mal à s'adapter.

Dans les décennies qui ont suivi la guerre, le terme est demeuré, dans plusieurs milieux, synonyme d'une personne peu éduquée, dotée d'un accent particulier, ajoute M. FitzGerald.

L'attitude à l'égard du terme «Newfie» varie aujourd'hui selon l'âge, selon qu'on demeure en ville ou à la campagne, et selon qu'on a quitté Terre-Neuve ou pas.

«Ceux qui aiment le plus le terme sont généralement des Terre-Neuviens vivant à l'extérieur de Terre-Neuve», soutient Philip Hiscock, archiviste du folklore à l'Université Memorial.

De l'avis de M. Hiscock, le débat ne sera jamais clos — et c'est peut-être aussi bien ainsi, croit-il. Cela «aide à garder la culture vivante», conclut-il.

EN BREF

Un taureau déjoue la douane

Saint-Bernard-de-Lacolle (PC) — Un taureau de corrida, qui devait participer à la Fête de Montréal, au stade olympique le week-end prochain, a pris la clé des champs, au cours de la nuit de samedi à dimanche. En fin d'après-midi, hier, les policiers n'avaient toujours pas réussi à retrouver l'animal. Il était au poste-frontière de Lacolle quand il a pris la fuite. L'arrivée de huit taureaux, en provenance du Mexique, devait être inspectée aux douanes par l'Agence canadienne d'inspection des aliments. C'est lorsqu'on a tenté de le placer dans un enclos temporaire que la bête a pris la fuite en basculant une porte de métal restée ouverte et en empruntant par la suite une sortie de secours. Depuis, les services policiers n'ont pas ménagé leurs efforts pour tenter de retrouver l'animal. Un hélicoptère de même que des agents de la Sûreté du Québec et de services de police américains ratissent les bois et les villages du secteur dans l'espoir de retrouver l'animal, qui pèse 635 kilos.

Iran: des touristes enlevés

Téhéran (Reuters) — Un groupe armé composé d'hommes et de femmes a enlevé quatre touristes européens, dont deux prêtres espagnols, samedi soir dans le sud-est de l'Iran, ont rapporté hier des responsables et diplomates. Les quatre hommes, trois Espagnols et un Italien, ont été kidnappés dans un hôtel de la ville de Kerman, à 800 km environ au sud-est de Téhéran. Ils ne semblent pas avoir été blessés. Un diplomate espagnol en poste à Téhéran a jugé ce rapt sans mobile politique, en déclarant que les autorités iraniennes considéraient les ravisseurs comme des trafiquants de drogue susceptibles d'exiger la libération de détenus ou de l'argent. Les forces de sécurité ont bouclé les routes de la province de Kerman dans le cadre d'une opération de recherche engagée contre les ravisseurs, qui ont aussi enlevé un Iranien.

LE DEVOIR

LE MONDE

EN BREF

Toujours des divergences

Beit Hanoun (AFP) — Négociateurs israéliens et palestiniens se sont séparés hier après sept heures d'entretiens sans surmonter leurs divergences sur le calendrier des traits militaires israéliens en Cisjordanie, a-t-on indiqué de sources palestiniennes. «Il continue à y avoir des divergences sur le calendrier du redéploiement israélien», a affirmé aux journalistes le négociateur en chef palestinien Saïb Erakat qui a tiré ce constat à l'issue d'une deuxième rencontre en vingt-quatre heures avec son homologue israélien Gilad Sher à Beit Hanoun, dans le nord de la bande de Gaza. Ils avaient négocié durant trois heures samedi soir à Jérusalem-ouest. En revanche, Erakat a annoncé la création d'une commission conjointe chargée du dossier des prisonniers palestiniens détenus par Israël. «Nous sommes tombés d'accord pour que chacune des deux parties présente des listes de prisonniers et nous nous retrouverons mardi après que la commission se soit réunie pour discuter de cette question», a ajouté Erakat.

Bush, haut la main

Ames, Iowa (Reuters) — Le gouverneur du Texas George W. Bush, fils de l'ancien président du même nom, a remporté samedi dans l'Iowa un vote symbolique chez les militants de cet Etat, le plaçant en tête des candidats à l'investiture républicaine pour la Maison-Blanche. George Bush, âgé de 53 ans, a obtenu 31,3 % des suffrages, contre 20,8 % pour l'éditeur Steve Forbes et 14,4 % pour Elizabeth Dole, ancienne présidente de la Croix-Rouge américaine et épouse de Bob Dole. Il s'agissait juste, à l'échelon local, d'un vote se limitant à tester la puissance des candidats à l'investiture républicaine.

Allô Dili, ici Gusmao

Dili (Reuters) — Au deuxième jour de la campagne référendaire sur l'avenir du Timor oriental, quelque 5000 indépendantistes ont manifesté hier dans les rues de Dili, la capitale du territoire annexé par l'Indonésie. Un discours de leur leader, Xanana Gusmao, enregistré à Djakarta où il est en résidence surveillée, a été diffusé au début du rassemblement. Gusmao appelait ses partisans à la retenue avant le vote du 30 août au cours duquel les Timorais doivent choisir entre l'autonomie et l'indépendance. Le drapeau indépendantiste, qui porte l'emblème des deux épées croisées du mouvement Falintil de Gusmao, a été hissé pour la première fois légalement depuis l'invasion du territoire en 1975. Une minute de silence a ensuite été observée à la mémoire des 200 000 Timorais tués dans des affrontements avec l'armée indonésienne, ou morts de faim, de fatigue ou de maladie sous l'administration indonésienne. «J'espère que cette campagne référendaire sera une campagne de paix», a déclaré Gusmao.

La guerre civile a tué le rire

Bogota (Reuters) — Quatre-vingt mille personnes se sont massées samedi place Bolivar dans le centre de Bogota pour assister à une messe à la mémoire de l'humoriste le plus populaire de Colombie, Jaime Garzon, assassiné vendredi par deux individus à moto. Il devait être inhumé en soirée dans un cimetière du nord de la capitale. Garzon, qui était âgé de 39 ans, a pratiquement droit à des funérailles d'Etat. Sa dépouille mortelle a été exposée solennellement dans le bâtiment du Capitole (Congrès). Plusieurs ministres ont assisté à la messe et à la manifestation en hommage au comique, durant laquelle ont été brandies des banderoles frappées du slogan «Plus jamais ça!». La foule a scandé sa volonté de voir cesser la guerre civile, qui a fait 35 000 morts en dix ans. L'assassinat de Garzon est l'attentat contre la plus haute personnalité depuis le meurtre du leader du Parti conservateur Alvaro Gomez en 1995. Les autorités ont imputé l'assassinat à un escadron de la mort d'extrême droite, mais ce groupe a démenti en être responsable. Le gouvernement a promis 294 000 dollars de récompense à toute personne donnant un renseignement permettant d'arrêter les assassins.

Bubis inhumé en Israël

Tel-Aviv (AFP) — Le chef de la communauté juive en Allemagne, Ignatz Bubis, a été inhumé hier à Tel-Aviv en présence des chefs d'Etat allemand et israélien et de nombreuses personnalités. Bubis, décédé vendredi à l'âge de 72 ans, avait souhaité être inhumé en Israël, de crainte que sa tombe ne soit profanée par des néo-nazis s'il était enterré en Allemagne. Cette dernière volonté, venant de l'homme qui incarnait le renouveau du judaïsme allemand sur les ruines de la Shoah, illustre la difficulté d'être tout à la fois juif et allemand, plus d'un demi-siècle après la chute du III^e Reich. Les funérailles se sont déroulées au cimetière de Kiryat Shaoul, au nord de Tel-Aviv, sous une chaleur torride. «C'est une longue tradition pour des juifs [de la diaspora] que de venir reposer en Terre sainte», a déclaré aux journalistes le président israélien Ezer Weizman. «Nous nous intéressons aussi à ceux qui y viennent vivants», a-t-il ajouté. Il y a quelques années, il avait marqué son «étonnement» du fait que des juifs comme Bubis aient choisi de vivre en Allemagne après le génocide nazi.

«Chaîne humaine» indienne

New Delhi (AFP) — Six millions de personnes ont formé hier une «chaîne humaine» dans l'Etat indien du Bengale occidental pour marquer le 52^e anniversaire de l'indépendance de l'Inde, a rapporté l'agence United News of India (UNI). Ces six millions de personnes, debout main dans la main sous une pluie de mousson pendant dix minutes, ont formé une chaîne de 3500 km allant de la ville de Darjeeling, haut dans les montagnes du nord de l'Etat, jusqu'à Sagar, sur la baie du Bengale, a précisé de son côté l'agence Press Trust of India (PTI).

Une maison à tout prix

Greenberg (AFP) — Le président Bill Clinton, son épouse Hillary et leur fille Chelsea étaient à la recherche d'une maison hier à Greenberg, une banlieue aisée de New York, a rapporté la chaîne américaine CNN. Les Clinton ont quitté Washington afin de visiter des maisons à Greenberg et dans d'autres quartiers du comté de Westchester, au nord de New York, a ajouté la chaîne citant des responsables américains. Ils hésiteraient maintenant entre deux ou trois demeures, selon CNN qui souligne que la semaine dernière Hillary Clinton avait visité une maison coloniale à Edgemont, en vente pour 1,7 million\$. Le président Clinton doit quitter la Maison-Blanche après l'élection présidentielle de 2000 et la première dame pourrait être candidate au Sénat pour New York la même année.

Troisième jour de l'offensive russe contre les islamistes du Daguestan

Moscou balaie tout

Quelque 80 rebelles auraient été tués

Les troupes russes ont poursuivi hier leur offensive contre les rebelles islamistes du Daghestan près de la frontière avec la Tchétchénie voisine, qui a déclaré l'état d'urgence. Un porte-parole du président tchétchène, Aslan Maskhadov, a précisé que l'état d'urgence était instauré pour un mois, du 16 août au 16 septembre. Moscou a averti que l'armée poursuivrait les rebelles daghestanais, dont le leader tchétchène Chamil Bassaïev a pris la tête, partout où ils iraient, même s'il fallait pour cela pénétrer en Tchétchénie. Grozny a mis en garde la Russie contre toute incursion sur son territoire.

Makhatchkala (AFP) — Moscou a annoncé hier avoir infligé de lourdes pertes aux séparatistes islamistes au Daguestan, affirmant avoir tué environ 80 extrémistes, au troisième jour d'une grande offensive des forces russes destinées à les éliminer.

Les séparatistes ont reconnu pour leur part avoir perdu 19 hommes, soit le bilan le plus lourd annoncé depuis le début des troubles il y a plus d'une semaine dans cette république du Caucase russe.

Dans la Tchétchénie voisine, dont la majorité des combattants islamistes sont originaires, le président Aslan Maskhadov a instauré l'état d'urgence, accusant les Russes de vouloir entraîner le territoire indépendantiste dans une nouvelle guerre.

Le premier ministre russe Vladimir Poutine a en revanche exclu de l'instaurer en Russie, en raison des troubles au Daguestan.

Une partie de la presse russe a accusé le

Kremlin de vouloir utiliser le Daguestan comme prétexte pour imposer l'état d'urgence, une mesure qui permettrait de reporter les législatives prévues en décembre.

Une soixantaine de combattants islamistes ont été tués samedi soir dans une embuscade tendue par les Daguestanais près de Gagatli, dans le district de Botlikh (sud-ouest), selon le ministère russe de l'Intérieur.

Selon les sources fédérales, le groupe d'islamistes était commandé par Chirvani Bassaïev, le frère du chef de guerre tchétchène Chamil Bassaïev qui dirige l'opération au Daguestan.

Les Russes ont affirmé ignorer le sort de Chirvani Bassaïev. Ce dernier est vivant et a parlé hier par téléphone au correspondant de l'AFP à Grozny.

Vingt-et-un islamistes venus de Tchétchénie renforcent les séparatistes qui tentent actuellement de prendre les villages de Gagatli et Rikvani, tenus par les forces fédérales, ont égale-

ment été tués dans la nuit de samedi à dimanche, selon le ministère de l'Intérieur.

Les forces fédérales les ont repoussés mais ont perdu trois hommes: deux volontaires et un policier daguestanais.

Depuis le début des combats pour repousser les extrémistes islamistes qui ont envahi le 7 août des villages du sud-ouest du Daguestan, le bilan côté russe et daguestanais s'élevait dimanche à 17 morts.

Selon les islamistes, les Russes et Daguestanais ont perdu 15 soldats pour la seule journée de dimanche et 145 hommes, neuf hélicoptères et deux avions depuis une semaine. Le chef de guerre tchétchène et ex-premier ministre, Chamil Bassaïev, doit réunir lundi ses principaux commandants dans le district de Botlikh.

«Nous allons discuter de la deuxième étape de notre opération militaire. Elle est la plus difficile et demandera plus de temps», a-t-il déclaré par téléphone à l'AFP alors qu'il se trouvait dans un village du Daguestan encerclé par les Russes.

Les civils ont continué à fuir dimanche les montagnes du Daguestan, où se déroulent les combats. Selon les autorités daguestanaises, le nombre total des déplacés est d'au moins 8000. Accusant Moscou d'avoir «déclenché sur le territoire du Daguestan des actions militaires» et de vouloir «impliquer artificiellement la Tchétchénie», le président Maskhadov a décrété l'état d'urgence du 16 août au 16 septembre inclus.

La désignation de Poutine, une formalité

Moscou (Reuters) — Vladimir Poutine se présente aujourd'hui devant la Douma, chambre basse du parlement russe qui doit entériner sa désignation au poste de premier ministre, en s'étant assuré le soutien des principales formations politiques.

Poutine s'est entretenu pendant le week-end avec la plupart des chefs de parti, qui avaient déjà laissé entendre qu'ils ne s'opposeraient pas à son investiture. Il doit rencontrer lundi matin chacun des groupes représentés à la Douma avant le débat formel qui sera suivi

du vote. «Je n'ai détecté aucune opposition nette chez quiconque», a dit Poutine dans une interview à la télévision, à l'issue de ses entretiens avec les dirigeants de partis. «J'ai eu l'impression que le dialogue serait également constructif à l'avenir».

Pour être nommé, l'ancien directeur des Services fédéraux de la sécurité (FSB, ex-KGB) doit réunir la majorité simple des 450 députés. Des observateurs estiment que la question principale porte sur le nombre de députés présents à cette séance convoquée en

pleines vacances d'été. Poutine a d'ores et déjà reçu le soutien primordial de Victor Tchernomyrdine, ancien chef de gouvernement qui a annoncé à la presse que son parti, Notre Maison Russie (NDR), voterait en faveur du Premier ministre désigné.

Le chef du Parti communiste, Guennady Ziouganov, a déclaré qu'il aimerait savoir comment Poutine fera face à une situation où la population vit de presque rien, au conflit du Daghestan et à la forte hausse du prix des carburants.



À Londonderry, deuxième ville d'Irlande du Nord, de jeunes catholiques ont lancé des cocktails Molotov, saccagé des vitrines et se sont opposés aux forces de l'ordre dans la nuit de samedi à dimanche.

Sombre commémoration de l'attentat d'Omagh

Omagh (AFP) — L'Irlande du Nord commémorait hier l'attentat d'Omagh l'an dernier dans un climat détérioré par les violences du week-end, consécutives au passage de marches protestantes, et le blocage persistant du processus de paix.

À Londonderry, fief nationaliste et deuxième ville de la province, des dizaines de jeunes gens, le visage souvent masqué, se sont opposés samedi et tôt dimanche matin aux forces de l'ordre, jetant au total 250 cocktails Molotov, selon la police.

Les manifestants ont en outre incendié trois agences bancaires, une dizaine de véhicules et pillé des magasins. Ils dénonçaient la tenue dans la ville — sous haute protection policière — d'un défilé de 10 000 protestants de l'ordre des Apprentice Boys commémorant une victoire militaire contre les catholiques datant de 1689.

Des incidents avaient également éclaté samedi à Belfast et Lurgan, où l'organisation loyaliste avait obtenu l'autorisation de parader au son des tambours. Au total, 27 policiers ont

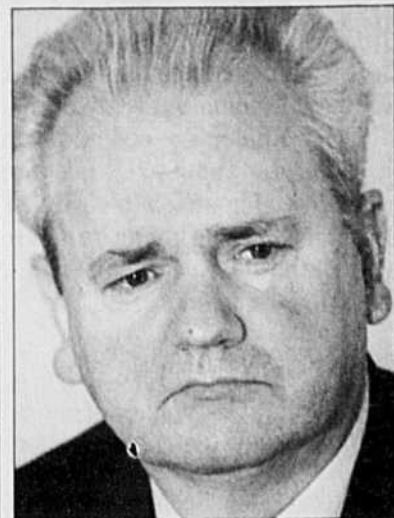
été légèrement blessés — le plus souvent contusionnés — au cours des affrontements, 19 à Belfast et huit à Londonderry, où neuf manifestants ont été arrêtés. Au moins quatre catholiques ont été blessés. La situation était redevenue calme dimanche matin en Ulster.

À l'échelle nord-irlandaise, et au regard des incidents qui chaque année jalonnent la saison des marches, les échauffourées du week-end sont restées assez limitées. Mais elles ont suffi à jeter une ombre sur les commémorations de la tragédie de la ville Omagh, qui avait exhorté les habitants de la province au calme.

La localité entière devait se figer pour une minute de silence, l'heure exacte à laquelle une bombe de 250 kilos dissimulée dans une voiture avait fait 29 morts et quelque 350 blessés le 15 août 1998 à un moment d'affluence. Cet attentat revendiqué par un groupuscule dissident de l'IRA opposé aux négociations de paix, «l'IRA véritable», reste la pire atrocité jamais commise dans la province en trente ans de troubles.

Le ministre britannique à l'Irlande du Nord Mo Mowlam et le secrétaire d'Etat irlandais aux Affaires étrangères Liz O'Donnell ont prévu d'assister à la cérémonie du souvenir célébrée dans la rue principale de la commune, théâtre de la déflagration. Plusieurs offices religieux étaient également organisés tout au long de la journée. Les commémorations avaient débuté samedi par le dépôt de gerbes de fleurs dans un «jardin du souvenir» en présence de parents des victimes et d'ecclésiastiques protestants et catholiques.

Un an après, la colère et la tristesse ont fait place à l'amertume à Omagh. En dépit des promesses de Londres et de Dublin, de l'interrogatoire de quelque 4 000 témoins et de l'arrestation ponctuelle de plus d'une cinquantaine de personnes, l'attentat reste impuni. Un seul homme a été inculpé dans le cadre de l'enquête à Dublin, Colin Murphy, 46 ans, mais les cerveaux de l'opération courent toujours.



Slobodan Milosevic: quand?

Trois scénarios pour un départ

Belgrade (Reuters) — Pour un nombre croissant de Serbes, la grande question n'est pas de savoir si Slobodan Milosevic va quitter le pouvoir, ni même quand il le fera, mais plutôt comment.

Confrontés aux appels répétés de l'opposition et de l'influente Église orthodoxe qui réclament son départ, le président yougoslave va devoir quitter le pouvoir dans les prochains mois, estiment les analystes, qui envisagent plusieurs scénarios.

L'option constitutionnelle serait qu'il soit relevé de ses fonctions pour avoir outrepassé ses pouvoirs de président - poste largement honorifique aux termes de la constitution. Il pourrait alors démissionner et rester dans son pays mais deviendrait vite vulnérable si la communauté exigeait de son successeur qu'il le livre au Tribunal pénal international de La Haye en échange d'une aide à la reconstruction.

Il pourrait décider de s'exiler dans un autre pays, mais il en est peu qui souhaitent l'accueillir en pouvant assurer sa protection. Selon un membre de l'opposition, la Chine pourrait être le pays voulu puisqu'elle a soutenu le régime de Milosevic pendant les bombardements alliés et que les Etats occidentaux ne se hasarderaient sans doute pas à lui demander de livrer le président yougoslave.

Enfin, il pourrait être chassé par un coup d'Etat. L'ancien chef des forces armées Momcilo Perisic, passé dans l'opposition mais très estimé des troupes, a exhorté les soldats à refuser de réprimer d'éventuelles émeutes populaires.

Au cas où le président yougoslave déciderait de s'accrocher à son poste, il ne pourrait se représenter devant les électeurs en 2001, année où expire son second et dernier mandat en vertu de la constitution. Mais les possibilités de contourner le texte existent.

Si Milosevic choisissait d'organiser des élections législatives anticipées, il ne pourrait l'emporter, selon l'opposition, qu'en recourant à une fraude massive qui, comme en 1996, apparaîtrait vite au grand jour. De plus, il aurait toutes les peines à organiser un scrutin au Kosovo, région qui était jusque-là la plus favorable à son Parti socialiste.

Mais le président yougoslave n'a marqué aucun signe de faiblesse et s'en est même pris à l'opposition. Il vient de faire entrer au sein du gouvernement fédéral plusieurs ultra-nationalistes qui, selon les observateurs, approuveraient sans difficulté un recours à la force contre des opposants. Certains analystes craignent surtout que Milosevic résiste jusqu'au bout, même s'il faut en venir à la violence. «Il se battra jusqu'à la dernière goutte de sang, c'est-à-dire jusqu'au dernier Serbe», estime Nebojsa Covic, l'un des chefs de l'opposition.

«Il doit partir»

Krusevac (AFP) — Quelque 6000 personnes se sont rassemblées hier à Krusevac, dans le centre de la Serbie, pour réclamer la démission de Slobodan Milosevic.

Organisé par l'Alliance pour des changements (SZP), dominée par le Parti démocratique (DS) de Zoran Djindjic, le meeting, dont le mot d'ordre était «Il doit partir», n'était pas interdit par les autorités locales.

Krusevac, 140 kilomètres au sud de Belgrade, est contrôlée par le Parti socialiste de Serbie (SPS) du président Milosevic. Vesna Pestic, de l'Alliance civique de Serbie (GSS), membre de la SZP, avait déclaré jeudi que des changements démocratiques étaient indispensables en Serbie, de préférence par des moyens démocratiques, «mais aussi par la méthode roumaine si cela est nécessaire». Il s'agissait d'une référence claire au soulèvement populaire roumain de décembre 1989, qui avait fait environ 1100 morts, selon le parquet de Bucarest, et avait conduit à l'exécution du président Nicolae Ceausescu et de son épouse au terme d'un procès sommaire.

É D I T O R I A L

Pour une
présidence forte

Le gouvernement fédéral vient d'accueillir favorablement l'appel de Radio-Canada qui tente de mettre sur pied un réseau des arts. Ottawa a finalement cédé à la pression. Mais n'en doutons point, ce retour des choses est exceptionnel dans un environnement gouvernemental hostile à la société d'État. Lorsque le CRTC rendra sa décision, Radio-Canada aura un nouveau président dont le nom sera connu d'ici peu. Une tâche colossale attend le prochain capitaine de l'organisme.

Sans scrupule, le gouvernement libéral tentait il y a quelques mois de modifier les conditions de nomination du président de Radio-Canada de manière à ce qu'il puisse être démis selon les caprices du conseil des ministres. Les critiques réussirent à faire échouer ce projet machiavélique qui trahissait une nouvelle fois l'irritation des libéraux à l'égard de la chaîne publique. Pourquoi cela?

Les raisons sont diverses et elles échappent le plus souvent à la raison. Les griefs des Libéraux se sont accumulés au fil des ans. Le premier ministre, c'est un secret de polichinelle, n'a pas encore digéré la couverture référendaire de la SRC, en 1995. Pourtant, une enquête avait conclu à l'époque que la couverture télévisée de la campagne avait été tout à fait correcte. Aurait-il fallu que Bernard Derome se fasse militant libéral? Ou que Radio-Canada devienne la voix de l'État fédéral, comme dans les dictatures de ce monde? Allons donc!

Piètre consolation, les sautes d'humeur du premier ministre ne se sont pas limitées au secteur français comme en témoigne la guerre que M. Chrétien a livrée il y a quelques mois au réseau anglais pour sa couverture du comportement de la GRC lors de la conférence de l'IAPEC.

La ministre responsable de la Société d'État, Sheila Copps, ne laisse pas sa place elle non plus. Elle a ouvertement critiqué le plan que la SRC avait préparé en vue des audiences sur l'avenir de la télévision d'État devant le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC). Mme Copps s'est élevée contre le développement des chaînes spécialisées que Radio-Canada juge indispensables et conformes à son mandat. Pour des raisons qu'elle a mal expliquées, la ministre tient à ce que CBC et Radio-Canada demeurent des chaînes à vocation strictement généraliste.

Pourtant, dans le contexte actuel d'éclatement de l'auditoire, le désir de Radio-Canada d'essaimer n'est pas déraisonnable, surtout dans le domaine des arts. Certains croient que le gouvernement veut à plus ou moins long terme privatiser la télévision d'État, en commençant par le réseau anglais qui n'attire même plus 10 % de la clientèle. Peut-être pas, mais avouons qu'il n'agirait pas différemment s'il telle était son intention.

En plus de s'imposer devant les visées interventionnistes des politiciens une fois qu'il aura été nommé, le prochain président aura donc fort à faire pour les convaincre de la nécessité de soutenir adéquatement Radio-Canada. Les budgets de la Société d'État ont rétréci considérablement au cours des dernières années, même si, avant de prendre le pouvoir, les libéraux avaient promis un «financement stable». Il n'en fut rien car après avoir subi des compressions de 140 millions entre 1985 et 1995, sous Brian Mulroney, la Société d'État dut sabrer 414 millions de plus. Aujourd'hui, Ottawa verse 800 millions à ses radios et télévisions.

On pourrait croire que le Canada n'a fait que suivre en cela la majorité des pays occidentaux obsédés par l'ampleur de leur déficit. Rien n'est plus faux comme le confirme une récente étude de l'OCDE déposée par le Centre d'études sur les médias de l'Université Laval. L'enquête rapporte qu'en réduisant de 28 % son appui à la télévision publique, au cours des trois dernières années seulement, le gouvernement fédéral se hisse en tête de tous les pays membres de l'OCDE à ce chapitre. Il est vrai que d'autres télévisions publiques ont avalé d'importantes compressions, mais jamais comme la télé et la radio canadiennes. Un certain nombre de pays ont même augmenté leur aide.

Il n'est donc pas surprenant de constater que la part des recettes publicitaires dans le financement de la télévision canadienne croît sans cesse et avec elle, la dépendance à cette publicité. L'expression dictature des cotes d'écoute prend alors tout son sens. La télévision ne peut attirer les commanditaires sans leur promettre de gros auditoires. Cette promesse a conduit la Société d'État à vendre son âme à plusieurs reprises ou du moins, à offrir les mêmes émissions que les diffuseurs privés. De sorte qu'aujourd'hui, plusieurs se demandent s'il vaut la peine de continuer à verser des subventions publiques à une télévision qui ne se distingue plus de ses concurrents.

Il est impérieux que le gouvernement fédéral rétablisse un financement adéquat à la Société d'État, de manière à ce qu'elle puisse retrouver sa place distinctive. Ses dirigeants ont déjà promis de diminuer le nombre de films américains à l'écran. Il est évident, également, que le sport professionnel est appelé à rétrécir. D'ici quelques années, le hockey ne fera sûrement plus partie de la tradition radio-canadienne. En revanche, Radio-Canada fera peut-être davantage dans les domaines où elle peut exceller, soit l'information, le reportage, les dramatiques ou les arts. Au nouveau président d'insuffler une nouvelle âme à la télévision d'État et au gouvernement de lui verser des fonds assurant son indépendance.

LE DEVOIR

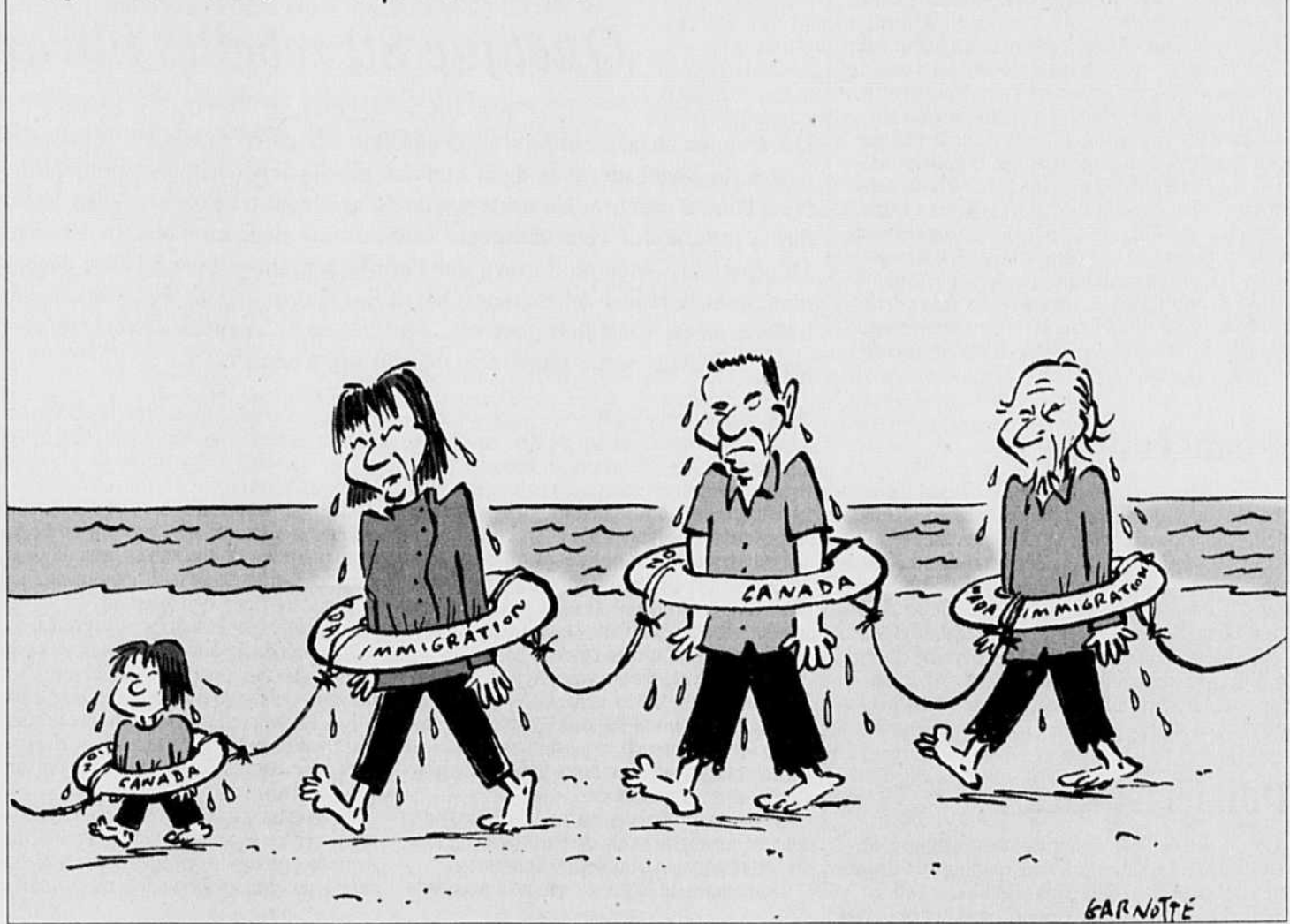
FONDÉ PAR HENRI BOURASSA

LE 10 JANVIER 1910

FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAFACON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information CLAUDE BEAUREGARD
Rédacteur en chef adjoint MICHEL VENNE
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
PIERRE CAYOUILLE, MARIE-ANDRÉE LAMONTAGNE
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes et marketing MARTINE DUBÉ

LE PLUS MEILLEUR PAYS AU MONDE...



LETTRES

Du mépris envers les jeunes

Tout au long du conflit des travailleuses et travailleurs de La Ronde, nous avons eu la désagréable surprise d'entendre de nombreux propos méprisants envers «ces jeunes» qui avaient choisi de se battre en toute légalité!

Lorsqu'on les traite d'enfants gâtés, qu'on ridiculise leurs dirigeants syndicaux, qu'on affirme que ces femmes et ces hommes sont manipulés et, enfin, que leur travail ne peut valoir plus que le salaire minimum, on démontre que la société québécoise adopte à l'égard des jeunes la même attitude discriminatoire qu'elle avait envers les femmes il y a de cela quelques années, lorsqu'il existait des différences salariales entre les hommes et les femmes pour le même travail.

Peu de gens osent dire aujourd'hui qu'une femme devrait être payée moins qu'un homme pour un travail identique. Pourquoi l'accepte-t-on lorsque cela concerne les jeunes, les étudiantes et les étudiants? Pourquoi reconnaît-on aux femmes le droit de revendiquer un salaire égal pour un travail équivalent, alors qu'on semble le refuser aux jeunes?

De tels propos accablent la thèse moyenâgeuse selon laquelle on doit payer les travailleurs en fonction de leur statut et non pas selon la nature de leur travail. De plus, ils méprisent le mouvement des jeunes dans son ensemble et expriment une arrogance devant leurs revendications. Pourtant, depuis toujours et partout à travers le monde, le mouvement des jeunes a été et est source de changements sociaux importants et nécessaires. Nul ne peut se payer le luxe d'étouffer l'expression des aspirations des plus jeunes. Acceptons de les écouter, avec une attitude d'ouverture et une volonté de changer les choses.

Les revendications des jeunes sont à la mode au Québec. A titre d'exemple, le gouvernement du Québec a promis un sommet de la jeunesse. Le ministre Lemieux avait aussi pris l'engagement d'éliminer les clauses «orphelin». Malheureusement, on sait maintenant que ces promesses étaient essentiellement de nature politique et n'étaient que

poudre aux yeux. Une réelle volonté d'améliorer le sort des jeunes devrait se refléter non pas par des promesses politiques sans contenu, mais plutôt par un changement des mentalités.

En fait, nous avons bien de la chance que ces jeunes s'organisent, revendiquent, et ce, malgré le mépris et le discrédit dont ils sont trop souvent victimes. À l'instar des employés de La Ronde, espérons voir d'autres luttes qui tenteront d'ébranler nos préjugés et qui seront, je l'espère, à la source de changements sociaux.

Mireille Bénard
Vice-présidente, Conseil central du Montréal métropolitain-CSN
Montréal, 12 août 1999

Une aversion de l'anglais?

Le Devoir s'intéresse beaucoup à la langue. La série intitulée «Penser la nation québécoise» n'a pas manqué de raviver le sujet par la bande, soit l'utilisation de la langue anglaise supposée être devenue la nouvelle *lingua franca*.

On ne cesse de nous seriner que l'anglais est la nouvelle *lingua franca*. On peut consulter les statistiques «officielles» pour le clamer et le répéter à tout vent. On peut aussi observer ce qui se dit et se demande justement pourquoi le président des derniers Jeux panaméricains a donné ses conférences de presse en espagnol. Pourquoi les dirigeants roumains, bulgares, arabes et africains utilisent-ils encore le français dans leurs échanges? Le roi du Maroc est exemplaire à ce titre puisqu'il converse aussi en espagnol avec son voisin ibérique. On ne peut nier la progression de l'usage de l'anglais par rapport au français sur le plan diplomatique. On ne peut cependant prétendre que les échanges commerciaux se font uniquement en anglais. Certains oublient souvent que le mode de vie en Occident n'est pas universel. Le grand village global inclut aussi près de six milliards d'habitants dont les échanges n'ont souvent pas besoin de l'anglais pour être faits.

Ne pourrait-on pas, plutôt, aborder le fait que cer-

tains Québécois éprouvent une aversion à l'idée d'utiliser l'anglais comme *lingua franca* au Québec? Curieusement, cette aversion semble disparaître lorsque le Québécois sort de sa province. Penser la nation québécoise, c'est aussi se demander pourquoi une telle aversion existe. Une partie de la réponse réside assurément dans l'histoire commune que partagent les francophones avec les autres Canadiens, depuis la conquête du pays par la Grande-Bretagne.

Eluder la question en prétendant que les Québécois cherchent à s'enfermer dans un unilinguisme, c'est ne pas comprendre complètement le problème. C'est peut-être aussi de ne pas trouver la sortie de sa chapelle politique pour s'aérer les idées.

Denis Labelle
Informaticien, détenteur d'une maîtrise en linguistique
Verdun, 10 août 1999

Un réseau de santé appauvri

Nous apprenions récemment dans *Le Devoir* que la Caisse de dépôt et placement «s'en mêle!» En effet, nous tous, employés du secteur public, investirons bientôt, par l'entremise de la Caisse, dans les mégacliniques de santé, nouvelle trouvaille québécoise, contribuant ainsi à fissurer encore plus le réseau public de santé et accentuant à coup sûr les disparités régionales. Je dis bien «nous» puisque nous confions nos fonds de retraite à la Caisse de dépôt et placement, ce beau fleuron québécois, notre outil privilégié pour rentabiliser nos avoirs!

Castonguay et compagnie doivent soupirer d'aise; enfin, ils auront leur réseau de services médicaux à la hauteur de leur mérite, quoi. Et nous, les investisseurs, nous bénéficierons d'un réseau de plus en plus appauvri.

J'assiste à cela profondément indignée, et si impuissante. Je ne peux même pas refuser de payer mes cotisations au régime de retraite! De grâce, quelqu'un a-t-il une idée de génie pour se sortir de ce guépier?

Hélène Dumais
Longueuil, 30 juillet 1999

LIBRE OPINION

La confessionnalité ouverte dans les écoles

ASSOCIATION DES JURISTES
CATHOLIQUES DU QUÉBEC

Nous voulons que notre évaluation des recommandations du rapport du Groupe de travail sur la place de la religion à l'école (rapport Proulx) soit courte, claire, nette et précise pour que tous les parents, éducateurs et législateurs puissent comprendre facilement notre point de vue.

Deux philosophies de l'éducation s'affrontent et sont diamétralement opposées l'une à l'autre.

Le rapport Proulx recommande que le gouvernement du Québec et l'Assemblée nationale confirment la primauté qu'ils accordent aux droits à l'égalité de tous et à la liberté de conscience et de religion garantis par la Charte des droits et libertés de la personne du Québec et la Charte canadienne des droits et libertés, et en conséquence il demande aux gouvernements de ne pas reconduire et/ou abroger les clauses dérogatoires à ces droits et libertés qui font actuellement partie des lois sur l'éducation.

Quant à nous, nous soutenons que la Charte des droits et libertés de la personne du Québec et la Charte canadienne des droits et libertés doivent assurer et protéger les droits fondamentaux de chaque citoyen, des minorités, et des groupes de citoyens.

Un équilibre doit être assuré et protégé entre ces droits individuels et ces droits collectifs.

Les dites chartes n'ont pas été rédigées dans le but de subjuguer les citoyens ou les groupes de citoyens à des dispositions arbitraires, déficientes, incomplètes, voire antidémocratiques.

Il en va ainsi pour garantir le droit des parents comme groupe de citoyens qui a le droit de jouir de la liberté de choisir l'école qui convient le mieux à leur philosophie de l'éducation.

C'est ce qu'on appelle la démocratie scolaire. Le gouvernement du Québec et l'Assemblée nationale doivent reconnaître et confirmer la démocratie scolaire en accordant aux catholiques, aux protestants et aux autres leurs droits constitutionnels à leurs commissions scolaires pour administrer leurs propres écoles (ce que le gouvernement a violé en faisant amender unilatéralement l'article 93 de l'A.A.B.N. pour abolir la confessionnalité scolaire).

Cette initiative du gouvernement est, comme vous le savez sans doute, contestée présentement devant les tribunaux.

En attendant que les ces derniers tranchent cette question, pour corriger la situation le gouvernement se doit de reconduire la clause dérogatoire (clause «nonobstant») pour une période de cinq ans, afin d'assurer les droits et libertés qui font actuellement partie des lois sur l'éducation et ce, jusqu'à ce que les amendements aux chartes canadienne et québécoise des droits et libertés de la personne soient apportés pour reconnaître les droits démocratiques des citoyens comme groupe de posséder et de gérer leurs propres écoles, selon leur propre philosophie de l'éducation, comme cela a toujours été depuis la Constitution de 1867, et tel que repris par l'article 29 de la charte canadienne de 1982.

Voilà notre position. Voyons maintenant, à la lumière des principes démocratiques énoncés plus haut, les principales recommandations du rapport Proulx.

Les recommandations 1, 2 et 3 du rapport refusent de reconnaître les droits démocratiques des groupes de citoyens catholiques, protestants et autres de choisir le genre d'école qui convient le mieux à leurs enfants et d'y professer la philosophie de l'éducation de leur choix. Voilà un déni de justice.

La recommandation 5 est nettement digne des pays totalitaires. Cette recommandation veut qu'on élimine l'enseignement religieux catholique et protestant des écoles pour ne s'en tenir obligatoirement qu'à l'enseignement culturel des religions.

Cette disposition nie aux enfants catholiques leur droit à l'étude approfondie de leur propre religion pour s'étudier que bien superficiellement les données des principales religions et semer alors dans l'esprit des enfants une confusion qui aboutira au scepticisme religieux.

Il est surprenant que des pédagogues puissent arriver à une telle recommandation.

Quant à la recommandation 6, nous soutenons que ce n'est pas au ministre de l'Éducation et à ses nouveaux directeurs de conscience de donner des orientations choisies par les fonctionnaires de son ministère.

En guise de réplique à la recommandation 7, nous demandons que le ministère de l'Éducation favorise le perfectionnement des enseignants en créant des écoles de formation ou de perfectionnement pour les professeurs catholiques et protestants enseignant dans les écoles catholiques et protestantes.

Il vaut la peine de prendre mot à mot la recommandation 8, à savoir: «Que la Loi sur l'instruction publique autorise toute école à se doter d'un service «commun» d'animation de la vie religieuse et spirituelle pour les élèves des différentes

confessions présentes à l'école, et ce, à même les fonds publics.»

Il s'agit là d'une recommandation inacceptable et contraire à toute pédagogie élémentaire. On veut mettre toutes les religions sur un même pied d'égalité, toutes les croyances dans le même panier, ce qui est un mépris pour les différentes consciences, pour les parents et pour les enfants eux-mêmes.

La recommandation 9 est digne d'un État totalitaire comme les autres recommandations au même effet.

Ce n'est pas au gouvernement, de nature neutre par essence, de déterminer les buts généraux de services d'animation de la vie religieuse et spirituelle dans le régime pédagogique.

Le rapport Proulx mélange et confond les ordres de société: la société civile et les sociétés religieuses.

Nous croyons qu'il n'est pas nécessaire d'avoir suivi un grand cours de philosophie pour en faire la distinction.

La recommandation 10 reflète encore une fois la dictature scolaire que voudrait imposer M. Proulx et ses acolytes. Les conseils d'établissement ne pourraient décider démocratiquement du genre d'école que les parents voudraient créer pour dispenser l'instruction et l'éducation de leurs enfants.

Il serait inutile de réfuter les autres recommandations du rapport Proulx, car, en résumé, elles sont basées sur un dirigisme étatique pratiqué dans les États totalitaires ou dans les pays exerçant de la discrimination contre la démocratie scolaire.

Nous recommandons que le rapport Proulx soit rejeté dans sa totalité et que la laïcité ouverte soit remplacée par la confessionnalité ouverte, telle que pratiquée actuellement dans les écoles.

IDÉES

Pillage de sites archéologiques

Les antiquités: une richesse non renouvelable

Les pillards défoncent les sépultures avec des pics et des pelles, écrasent les délicates poteries et laissent le terrain dévasté comme s'il avait été retourné par des bombes

PHILIPPE AMIGUET

Après s'être fait piller pendant des siècles, les pays au riche passé ont légitimé. Aujourd'hui, les lois sont à peu près les mêmes pour tous les pays concernés, personne n'a plus le droit sans permis d'exporter des antiquités, considérées maintenant comme patrimoine culturel, de faire des fouilles ou d'ouvrir des tombeaux. Le marché clandestin des pièces d'antiquité, plusieurs milliards de dollars par année, est donc florissant et très rentable.

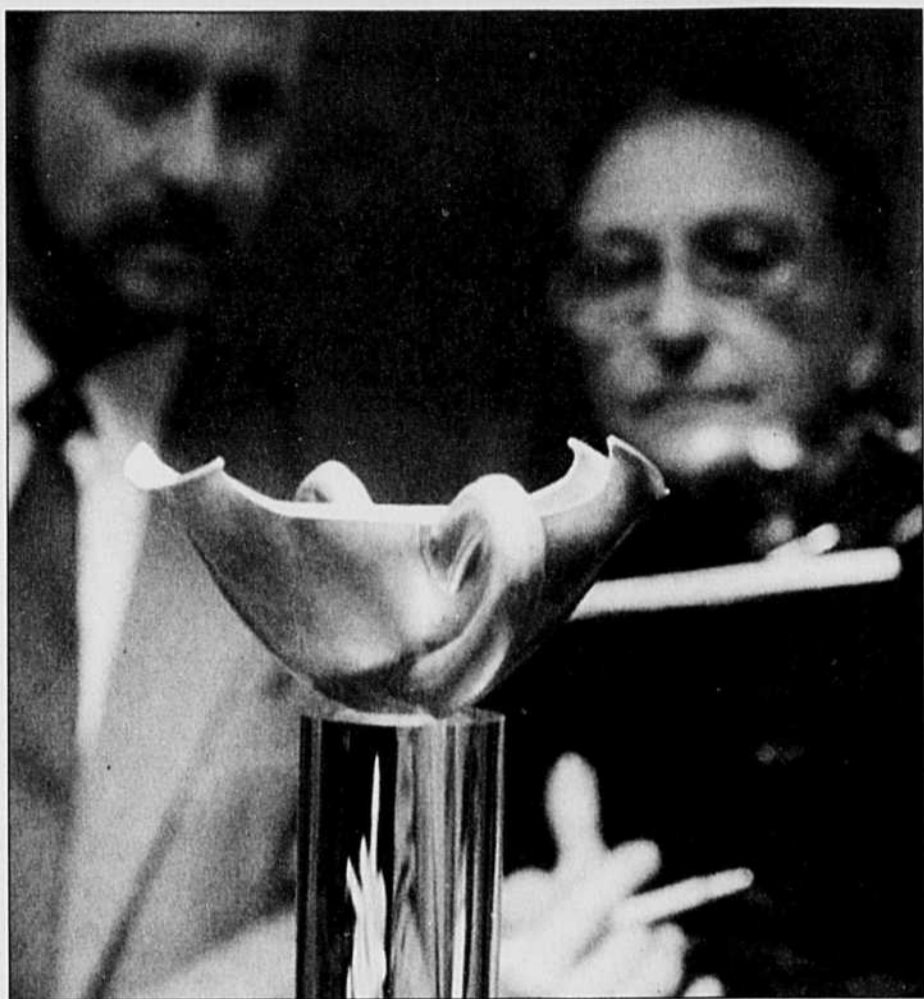
Les pillages de sites archéologiques à travers le monde entier alimentent un important marché noir. L'étendue de ce trafic illégal a atteint une telle ampleur depuis les années 60-70 qu'il menace de priver beaucoup de pays des plus beaux trésors de leur histoire. Sans compter que la dévastation par les pillards de nombreux sites archéologiques détruit souvent définitivement toute chance de pouvoir étudier des pans entiers de l'histoire de peuples et de civilisations. Certains parlent même d'un des plus grands pillages de l'histoire de l'humanité.

Ce trafic donc semble bien être, après la drogue, les armes et le vol d'ordinateurs, l'entreprise criminelle la plus profitable de notre époque. Plus la répression est sévère, plus les prix montent et plus les collectionneurs achètent.

L'archéologie n'est plus ce qu'elle était. Qu'on les appelle «tombarolos» en Italie, «haqueros» au Pérou, «estellers» au Mexique ou «guaqueros» en Colombie, des bandes de pillards très bien organisées, et armées, financées par des hommes d'affaires, agents des marchands d'art des grandes capitales, souvent collectionneurs eux-mêmes, opèrent avec des méthodes et des équipements modernes: scies électriques, puissants bateaux à moteur, avions légers, équipement de plongée, petits camions tout terrains.

«Ces pillards», dit Paul Arany, un collaborateur de l'ancien directeur de l'Institut d'Anthropologie de Mexico, *souvent défoncent les sépultures avec des pics et des pelles, écrasent les délicates poteries et laissent le terrain dévasté comme s'il avait été retourné par des bombes.*

Plus fûtés, d'autres attendront que les archéologues aient sorti les pièces des fouilles puis attaquent et pillent le camp. En 1984, à Rio Azul, sur un important site de recherches et de fouilles de ruines mayas, le gouvernement guatémaltèque a dû poster huit hommes armés de mitraillettes pour protéger l'équipe d'archéologues, leurs découvertes et les lieux.



La demande d'objets d'art est telle que les sites archéologiques du monde entier ne seront jamais assez nombreux ni assez riches en pièces pour fournir le marché.

L'acheminement vers les grands marchés

Les produits de ces pillages, destinés en presque totalité aux collectionneurs privés, sont alors acheminés vers les principaux marchés de l'art: New-York, Londres, Paris, Miami...

Certaines frontières sont très surveillées, d'autres sont beaucoup plus poreuses. La frontière Mexique-USA, par exemple, étant très contrôlée, beaucoup d'antiquités précolombiennes arrivent sans problème sur le marché de New-York via un ou plusieurs pays tiers, souvent européen où, en plus, elles acquièrent un pedigree. Puis il y a les «courriers», les passeurs: courtiers en art, journalistes, touristes, voire même diplomates.

«La valise diplomatique est un des moyens les plus sûrs pour faire sortir discrètement des pièces d'antiquité d'un pays», raconte un trafiquant. *Autrement, lorsqu'on est arrêté à une frontière, il suffit souvent de payer. Aux États-Unis et au Canada, au pire, le «courrier» sera condamné à une amende pour*

fausse déclaration douanière et verra les pièces qu'il transportait confisquées.»

Lorsqu'un de ces pièces réussit à atteindre un des grands centres du marché de l'art, les chances pour le pays spolié de recouvrer cet objet deviennent quasiment nulles et les profits des trafiquants sont énormes. Les ventes les plus importantes sont alors faites discrètement, de galeries très privées, la plupart du temps chez le marchand d'art lui-même, à collectionneurs particuliers, de la main à la main, cash!

Des difficultés d'approvisionnement

Les antiquités sont une richesse non renouvelable. Même si l'on estime qu'au Mexique seulement il y a plus de 200 000 sites archéologiques pré-colombiens, du petit monticule signalant un tombeau ordinaire aux grandes nécropoles, le marché dynamique et florissant de l'objet d'art en exige toujours plus. Malgré son ampleur, le trafic qui alimente le marché noir n'arrive pas à

fournir. Le marché officiel, dont les plus belles pièces proviennent généralement des anciennes collections, reste très limité.

La demande d'objets d'art est telle que les sites archéologiques du monde entier ne seront jamais assez nombreux ni assez riches en pièces pour fournir le marché.

La solution à tous les maux

Restent les vols, nombreux et parfois spectaculaires comme celui du Musée d'Anthropologie de Mexico le 25 décembre 1985, et les faux. Grâce aux experts, ces derniers représentent une industrie et un marché immense.

«Un des grands atouts des faussaires, dit Paul Arany, c'est que les experts ne sont jamais d'accord entre eux. On démontre très facilement l'inauthenticité des sculptures en pierre, par exemple. Il faut avoir l'œil, savoir reconnaître une pierre, le travail, la forme, le style d'une pièce. Les experts, ne connaissant souvent pas les matières, se contentent d'examiner le style, la présentation, le contexte historique et artistique supposé de la pièce, la patine, l'oxydation, pour déterminer l'authenticité d'un objet d'art.»

Or le premier critère pour juger d'une fausse sculpture est le matériau utilisé. Chaque civilisation a non seulement sa manière particulière de travailler la matière, mais a aussi sa matière de prédilection, qu'elle soit sacrée, précieuse ou simplement abondante. Il faut savoir la reconnaître.

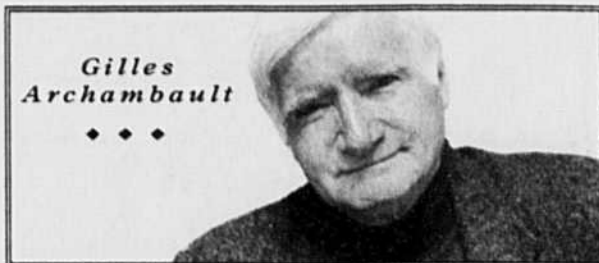
«La plupart des experts ne vont pas sur le terrain, explique Paul Arany. Comment peut-on juger une matière en se fiant seulement aux descriptions encyclopédiques? Il faut sentir la matière.»

«L'avantage, dit un faussaire, (le problème disent les experts) avec le matériel archéologique, c'est que jusqu'à ce qu'il soit découvert, personne ne sait qu'il existe, ni à quoi une pièce peut ressembler.» L'art du faux, c'est presque un sophisme, consiste donc à faire de vraies fausses antiquités.

Par exemple, beaucoup de vases mayas sont retrouvés sans peinture. Ils n'ont dans cet état aucune valeur intéressante. Il faut donc les peindre pour les transformer en vase «codice» (maya classique) ou polychromes. C'est ce que fera aussi la différence entre 100-200 \$ et 10-30 000 \$. Il y a sur le marché une quantité inconnue d'authentiques vases mayas avec fausse peinture.

«Des gens au Mexique remplissent des tombes de faux et de vieilleries sans valeur, raconte Paul Arany. Ils les vendent à des chercheurs amateurs qui se dépêchent de les vider. Lorsque le pillier naif est parti avec son butin, la tombe est remplie à nouveau pour être prête à être revendue à un autre go.»

Et les faussaires de se marrer: «Comment savez-vous que cette pièce est authentique?» demande-t-on à un expert. «Parce que je l'ai trouvée moi-même!», répond ce dernier.



Journaliste, ça vous branche?

Les salles de rédaction m'impressionnent de plus en plus. Remarquez que je n'ai jamais pu en franchir le seuil sans me sentir un tout petit peu intrus. Pour cette raison, j'ai tendance à ne fréquenter celle du *Devoir* que tôt le matin.

Je risque moins de rencontrer les journalistes qui peuplent le local en fin d'après-midi. Non que je les estime pas. Bien au contraire. J'en connais un bon nombre, je ne déteste pas échanger quelques mots avec eux à l'occasion.

Mais je sais que je ne suis pas des leurs. Ils ont leur code, ils sont unis par une sorte de solidarité. Au mieux, je suis un invité. Il ne m'appartient pas d'ouvrir la porte du frigo et de décapsuler une bouteille de bière.

Depuis que ces braves gens sont attablés devant un petit écran, comme autant de préposés au voyage pour une compagnie d'aviation, ils me font même un peu peur. Je m'imagine toujours qu'on me dira que le vol est complet et que je suis inscrit sur une quelconque liste d'attente.

Ils ont l'air sérieux en diable. Quand ils ne sont pas penchés sur leur écran, ils sont au téléphone. Cette partie du travail me terroriserait. Vérifier un détail, confronter des avis au moyen du bigophone, voilà bien une occupation qui ne me séierait pas. Dire que je ne m'y livrerais qu'à mon corps défendant relève de l'*understatement*.

N'aimant pas me river à un écran, ne prisant pas du tout les trop longues conversations téléphoniques, j'en déduis aisément que je ferais un fort mauvais journaliste. Il y a aussi que je discute mal et que je parviens difficilement à exposer un point de vue sans m'emporter.

Or, que font les journalistes quand ils ne sont pas au téléphone et ne tapent pas sur leur clavier? Ils discutent avec leurs collègues. Bouchard ici, Charette là, les infirmières sont des saintes ou des irresponsables, Stéphane Dion est un fin politiciologue ou un conférencier ennuyeux, ça ne finit pas.

Pire encore, je n'écris que dans le silence. Je déteste la promiscuité obligée. J'ajoute que je supporte mal le café offert par les distributeurs automatisés et que je ne tolérerais pas qu'on affirme devant moi que Stendhal n'est pas un merveilleux écrivain.

Inutile de dire que j'ai un respect presque immodéré pour les artisans de cette profession que je côtoie. Ils accomplissent ce que je serais incapable de faire.

Je n'ai jamais compris toutefois qu'on attribue le titre de journaliste au premier venu appelé à la télévision à rendre compte d'un incendie ou d'un festival de la morue grillée sur charbon de bois.

Je pense alors à mes travailleurs de la salle de rédaction. A ces pauvres hères au front plissé et aux yeux rougis par la fréquentation du toujours même petit écran, et en conclut qu'il y a confusion dans les termes. Le reporter qui tend son micro au témoin d'un accident de la route est-il de ce fait un journaliste? Surtout s'il bafouille, s'il confond plus souvent qu'autrement masculin et féminin, torture le français autant que faire se peut.

Quand il arrive que la même personne se voie confier la revue de presse, c'est le désastre. Comme d'habitude, on passera obligatoirement par le *Globe & Mail* et le *National Post*, mais de la façon la plus gauche possible. La plus insignifiante des informations nous parviendra au milieu d'hésitation, d'explications bancales.

Avec le résultat qu'on a la nette impression d'être en présence d'une télé communautaire. La différence est de taille toutefois. Les apprentis ont 40 ou 50 ans. Ils n'apprendront pas. Ils ne seront jamais des journalistes véritables.

Ils ont pourtant accès à des salles de rédaction, ces reporters. Peut-être sont-ils aussi impressionnés que je le suis?

Impressionnés ou non, ils auraient intérêt à ouvrir leur Robert ou leur Larousse plutôt que d'écouter du hip hop, à *grevisser* dans leurs temps libres. Ces comportements, facilement adoptables, les rendraient un peu moins rustes au bout d'à peine quelques mois.

Mais devraient-ils des journalistes pour autant? J'en doute fort. Puisqu'on ne leur demande jamais d'analyser quoi que ce soit. Ils rapportent la nouvelle selon des règles bien précises.

Ils sont tenus d'être «objectifs», ce qui en clair ne veut strictement rien dire. Comme si la place d'une manchette dans un résumé d'introduction n'était pas déjà un choix éditorial. Qu'on croie encore à l'innocence de cette supposée objectivité en dit long sur la rouerie contemporaine.

Parvenu malgré moi à un âge où on doit obligatoirement donner des conseils aux jeunes gens — qui vous tiennent de toute manière pour une vieille chose — je livrerai aux forces montantes de la nation le message suivant: si le journalisme vous branche, attendez-vous à avoir mal au dos, à avoir les yeux fatigués et à voir entrer dans votre salle de rédaction des hurluberlus du genre du signataire de cette puissante chronique. Sinon, vous serez autre chose, courez les feux de forêt, lirez les bulletins de nouvelles... et n'analysez rien.

Écrivez-nous!

Le *Devoir* se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs et lectrices. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 7000 signes (y compris les espaces) ou 1000 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

Langue française au Nouveau-Brunswick

L'insécurité grandissante des Acadiens

À force de parler en anglais à longueur de journée certains Acadiens commencent à penser par habitude dans cette langue à tel point qu'ils l'utilisent souvent entre eux

GÉRALD SLOWE
Twickenham, Angleterre

La ville de Moncton, où je viens de passer plusieurs semaines, recevra au début de septembre les 52 délégations au 8^e Sommet de la Francophonie. Ce sommet comme les précédents servira à resserrer les liens entre les pays et régions représentés. Pourtant, les délégués ne pourront fermer les yeux sur la précarité des français dans cette ville où il est en concurrence avec l'anglais. Cela les sensibilisera, peut-être, aux dangers que présente la progression de l'anglais dans leurs propres pays.

La population du Nouveau-Brunswick est d'environ 700 000 habitants dont 250 000 sont des Acadiens qui habitent pour la plupart dans la moitié nord de la province. Ils sont les descendants de ceux qui ont échappé à la déportation organisée par un gouverneur anglais en 1755. Après 150 années de colonisation française l'Acadie fut cédée à l'Angleterre en 1713. Les anglophones qui occupent le reste de la province sont essentiellement descendus des Loyalistes américains et des immigrants venus directement des Îles Britanniques.

À mon arrivée à Moncton, j'avais du mal à croire que j'étais dans la capitale culturelle de l'Acadie et qu'un tiers de ses 57 000 habitants était acadien. Mon chauffeur de taxi m'expliqua qu'il avait vécu sa vie durant dans cette ville sans avoir jamais ressenti le besoin d'apprendre le français. Cela ne m'a nullement surpris parce qu'en regardant par la fenêtre j'ai remarqué que tout l'affichage commercial se faisait exclusivement en anglais.

La plupart des petites et moyennes entreprises sont tenues par des anglophones qui font presque tous comme si la langue française n'existait pas. Bon nombre des grandes entreprises font pareil, une exception notable étant le grand magasin Eaton qui poursuit une politique résolument bi-

lingue. Pour acheter des livres en français, il faut visiter la Librairie Acadienne loin du centre-ville. Il en résulte qu'un Acadien se trouve très souvent devant un employé qui ne comprend pas sa langue. Son amour-propre l'empêche de demander les services d'un interprète; un Acadien de Moncton est après tout censé être bilingue.

Lorsque des Acadiens et des anglophones travaillent ensemble, leur langue commune est l'anglais. À force de parler en anglais à longueur de journée certains Acadiens commencent à penser par habitude dans cette langue à tel point qu'ils l'utilisent souvent entre eux. L'assimilation à Moncton est une chose réelle. À la différence de Montréal, il n'y a pas l'équivalent du boulevard Saint-Laurent qui sépare ses deux communautés linguistiques.

Les Acadiens qui travaillent pour les services publics sont moins sujets à l'assimilation que ceux dans le secteur privé. À l'instar du gouvernement fédéral, celui du Nouveau-Brunswick a voté en 1981 une loi prévoyant l'égalité de l'anglais et du français pour tout ce qui relève de sa compétence. En cette même année furent créées deux régions scolaires dont l'une anglophone et l'autre francophone. Les municipalités sont libres de choisir leurs langues officielles. Moncton a opté pour le bilinguisme; Fredericton, la capitale, pour l'anglais. Sont unilingues français, toutefois, l'imposante Université de Moncton et l'hôpital Georges Dumont tout près.

Ce n'est que dans le chaquet de villages qui longent le golfe du Saint-Laurent qu'on trouve une vraie ambiance acadienne. Celui de Bouctouche, où j'ai séjourné, est assez représentatif des autres. C'est ici que les délégués au sommet viendront participer aux manifestations culturelles acadiennes se déroulant hors de Moncton. Néanmoins, la

première impression que j'en ai eue était un peu décevante parce que je suis descendu dans une auberge tenue par une immigrante allemande débarquée depuis longtemps. Elle parlait avec tout le monde y compris son personnel acadien uniquement en anglais.

Le lendemain, j'ai été invité à m'installer chez une jeune famille acadienne. Pas une seule fois ne l'ai-je entendu parler un mot d'anglais, mais son français était impeccable.

C'était parce que tous ses membres avaient été scolarisés dans les nouvelles écoles publiques francophones. Leurs aînés pour la plupart avaient, par contre, des difficultés avec la langue écrite car, eux, avaient été à l'école anglaise mis à part les quelques fortunés admis aux écoles privées acadiennes.

À Bouctouche, presque tout se passe en français ce qui se voit au niveau municipal ou commercial. Le drapeau acadien aux couleurs bleu, blanc, rouge, avec son étoile jaune, est omniprésent. Néanmoins, une petite minorité de ses habitants est anglophone et c'est en anglais qu'elle communique avec les Acadiens.

Il serait difficile de sauvegarder l'héritage des francophones pour les générations à venir comme le veut la législation du Nouveau-Brunswick si un code de conduite n'est pas établi pour les entreprises privées. S'il fallait faire du français la langue de travail et des affaires au Québec, il n'en faut pas moins dans les quatre comtés du Nouveau-Brunswick où les Acadiens sont encore majoritaires. Ce code devrait faire en sorte que les gens du dehors qui viennent vivre et gagner leur vie parmi eux s'adaptent à leur langue et non pas l'inverse. S'il en était ainsi le sentiment d'insécurité linguistique qui afflige de nombreux Acadiens serait dans une large mesure dissipée.

La plupart des PME sont tenues par des anglophones qui font presque tous comme si la langue française n'existait pas

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Louis Lapierre (adjoint au directeur de l'information), Sylvain Blanchard, Jean Chartier (vie urbaine), Yves d'Avignon (sports); Paule des Rivières (éducation), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Judith Lachapelle, Louise Leduc, Kathleen Lévesque (actualités politiques municipales), Caroline Montpetit, Isabelle Paré (santé), Jean Pichette (justice); Odile Tremblay (Horizons); Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Martin Duclos et Christine Dumazez (relucteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Stéphane Baillargeon (théâtre, danse), Paul Cauchon (médias), Marie-Andrée Chouinard (livres et politiques culturelles), Brian Myles (cinéma); Jean-Pierre Legault, Clément Trudel (musique); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Benoît Munger, François Normand, Serge Truffaut, Claude Turcotte; à l'information internationale: Jocelyn Coulon (adjoint au directeur de l'information), Guy Taillefer (éditorialiste), Claude Lévesque; à l'information politique: Pierre O'Neill, Mahan Cornélius (correspondant parlementaire à Ottawa), Mario Cloutier et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec); Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Julie Tremblay, Marie-Claude Petit (commis); La documentation: Gilles Paré (directeur); Brigitte Arsenault, Manon Derome, Serge Laglante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING Martine Dubé (directrice), Daniel Barbeau (directeur adjoint), Jacqueline Avril, Jean de Billy, Gyslain Côté, Marlène Côté, Christiane Legault, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Chantal Rainville, Micheline Ruelhand, Sébastien Saint-Hilaire (publicitaires); Manon Blanchette-Turcotte, Geneviève Landry, Sylvie Laporte, Micheline Turgeon; Martine Bérubé (secrétaire). LA PRODUCTION Christian Goulet (responsable de la production), Claudine Bedard, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Marie-Josée Hudon, Sébastien Vallée, Christian Vien, Olivier Zaida. PROMOTION ET TIRAGE Martine Aubin (directrice), Johanne Brien (responsable à la clientèle), Hélène Gervais, Evelyné Labonté (responsable à la promotion des abonnements), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Jeanne-d'Arc Houde (secrétaire à la direction); Céline Furoy, Patrick Inkel (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (secrétaire administrative), Nathalie Perrier, Danielle Ponton, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Marcel Couture (président), Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

ALGÉRIE

SUITE DE LA PAGE 1

Dans leur communiqué, diffusé par l'agence officielle algérienne APS, les services algériens notent que les victimes ont été « lâchement » assassinées, formule employée habituellement au sujet des groupes islamistes armés coupables d'égorgements. Selon des sources concordantes, les victimes ont été arrêtées à un faux barrage sur la route entre Béchar et Beni Ounif. Vingt-trois ont été égorgées et six tuées par balles alors qu'elles tentaient de s'échapper. Une intense opération de recherche a été déclenchée pour retrouver les auteurs du massacre, ajoute APS sans plus de précision.

Ce massacre intervient une semaine après la mise en garde lancée par le ministre de l'Intérieur Abdelmalek Sellal aux intégristes cherchant à déclencher de nouvelles violences à l'approche du « référendum sur la concorde civile » fixé au 16 septembre.

Au cours des deux dernières semaines, une série d'attentats ont causé la mort de 50 personnes, dont 18 soldats et membres de milices d'autodéfense locales. Depuis son

arrivée au pouvoir, Abdelaziz Bouteflika a fait du rétablissement de la paix sa priorité.

Le scrutin du 16 septembre vise à faire avaliser par la population le projet de loi d'amnistie du président, qui a décidé en juillet de gracier environ 5000 islamistes repentis et non coupables de crimes de sang ou de viols. Hier, le quotidien pro-gouvernemental *Sawt al Ahrar* a indiqué que la campagne référendaire commencerait le 26 août et se terminerait deux jours avant le vote.

Bouteflika a également conclu un accord de réconciliation avec les maquisards modérés de l'Armée islamique du salut (AIS, branche armée de l'ex-Front islamique du salut), afin de mettre fin à sept ans de guerre civile. Mais les Groupes islamiques armés (GIA) ont rejeté l'accord de paix et décidé de poursuivre la lutte armée.

Selon le quotidien *El Youm*, quatre rebelles islamistes ont été tués vendredi au cours d'une attaque contre des soldats dans la région de Tlemcen, à 440 km à l'ouest d'Alger. *La Tribune* rapporte que trois militaires pro-gouvernementaux sont morts dans une embuscade tendue par un groupe rebelle dans la région

de Sidi Bel Abbes, à 340 km à l'ouest d'Alger.

Les derniers massacres enregistrés en Algérie avaient eu lieu en juin. Le 20 juin, neuf personnes avaient été assassinées par des islamistes armés près de Médéa (100 km au sud d'Alger), selon les services de sécurité. La presse avait donné un bilan de 16 morts dans ce massacre qui s'est produit à Sidi Rabie. Quatorze personnes avaient été tuées le 11 juin la région de Médéa et 19 près de Mascara (350 km à l'ouest d'Alger) le 5 juin, alors que l'Algérie connaissait une période de relative accalmie.

De 1995 à 1997, des massacres à grande échelle contre les civils, que les autorités semblaient impuissantes à protéger et dont les bilans avaient atteint des centaines de morts, avaient ému la communauté internationale qui avait notamment demandé l'envoi de commissions d'enquêtes.

La violence avait nettement diminué depuis l'arrivée au pouvoir du président Bouteflika qui a fait du rétablissement de la paix civile « la priorité des priorités » de son mandat. En quelques semaines, il avait réussi à obtenir la reddition de l'Armée islamique du salut (AIS), la branche ar-

mée du Front islamique du salut (FIS, dissous), qui observait une trêve depuis octobre 1997.

Dans la foulée, le Parlement avait voté, à une écrasante majorité, une loi sur la « concorde civile » prévoyant une amnistie partielle des islamistes armés non coupables de crimes de sang et de viols. Des compagnies aériennes occidentales, notamment Air France, qui ne desservent plus l'Algérie depuis 1994, avaient envisagé leur retour, alors qu'Alger s'attendait à un afflux d'investisseurs.

Mais les violences ont repris depuis quelques semaines, notamment depuis l'annonce officielle, le 1er août, de la date du référendum sur la loi sur la « concorde civile ».

Au moins 17 militaires ont été tués dans plusieurs attaques islamistes en Kabylie (est), alors que la presse rapporte quotidiennement des attentats individuels ou à la bombe contre des civils et que l'armée mène depuis jeudi une importante opération contre des maquis islamistes en Kabylie. Ces attentats sont imputés au Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) et au Groupe islamique armé (GIA), hostiles à la loi sur la concorde civile promulguée par M. Bouteflika le 13 juillet.

DRAPEAU

SUITE DE LA PAGE 1

gens âgés qui l'ont connu d'une façon ou d'une autre. Il y a beaucoup de jeunes. C'est donc qu'on reconnaît encore aujourd'hui ce qu'il a fait», souligne François Drapeau.

Après avoir inscrit un message, les citoyens serraient la main du maire Pierre Bourque, pour plusieurs le remerciaient de « suivre les traces de M. Drapeau ». M. Bourque a particulièrement connu Jean Drapeau lors de l'Exposition universelle de 1967 puis au moment des Floralies de 1980 à titre de haut fonctionnaire de la Ville.

« Mais la première fois que je l'ai rencontré, c'était lors de la campagne électorale de 1954. Il était venu faire un discours à l'école primaire Brébeuf où j'étais élève », se souvient M. Bourque pour qui Jean Drapeau avait un talent extraordinaire pour parler aux gens, peu importe leur condition.

Jean Drapeau n'a toutefois jamais impliqué sa famille dans sa vie publique. « Mes frères et moi, on a vécu en retrait de la politique. Ça a été un choix de mes parents », se rappelle Pierre Drapeau. Était-ce pour vous protéger? « Je ne crois pas. Mon père nous a toujours laissés libres de faire ce que l'on voulait. On n'a pas choisi la politique mais on ne serait pas ce que l'on est devenu s'il n'avait pas été présent », souligne-t-il.

Jean Drapeau était connu pour être un bourreau de travail. Il fut élu une première fois en 1954 à la faveur des retombées de l'enquête Caron sur la moralité publique qui l'avait fait connaître. Alors jeune avocat, Jean Drapeau promettait de nettoyer les mœurs dans la ville.

L'une des premières décisions officielles de l'administration Drapeau, première mouture, fut de rayer de la liste de paie de la Ville, les journalistes affectés à la couverture municipale. Ces derniers empochaient alors 100 \$ par mois!

Trois ans plus, Sarto Fournier prit la place de premier magistrat de Montréal, aidé par le premier ministre Maurice Duplessis qui détestait ouvertement Jean Drapeau. Quelques années plus tôt, Drapeau et Duplessis s'étaient affrontés à titre de procureurs lors de la célèbre grève d'amianté à Thetford Mines.

Mais avec les élections de 1960, Jean Drapeau se hisse de nouveau au pouvoir pour y demeurer jusqu'en 1986. La première décennie fut faste en projets de grande importance: le métro, l'Exposition universelle, la place Ville-Marie.

Ensuite, l'ère Drapeau fut touchée par la tourmente sociale de l'époque (crise d'octobre 1970). Montréal et tout le Québec plongèrent après dans l'attente olympique. Le dernier projet d'importance fut les Floralies en 1980.

Malgré ces infrastructures et événements importants, la carapace de ce grand bâtisseur ne fut pas sans faille. De nombreux reproches demeurent quant à sa façon antidémocratique de prendre des décisions et au niveau de l'aménagement urbain peu préoccupé du bien-être des citoyens vivant dans les vieux quartiers.

Mais il y a fort à parier que ce n'est pas là ce que retiendra surtout l'histoire. A moins que ce soit le fait que M. Drapeau aura battu le record de la longévité politique à Montréal. Son plus proche concurrent fut le fondateur de Montréal, Paul De Chomedey De Maisonneuve, qui resta en poste 23 ans.

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courrier électronique redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces

et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 8h à 16h30
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le *Devoir* est publié le lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor LaSalle, 7743, rue de Bourdeau, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. Le *Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

Le Dalai-Lama à Central Park



REUTERS

VINGT-CINQ MILLE personnes se sont rassemblées hier à Central Park, le grand espace vert au centre de New York, pour écouter le Dalai-Lama, chef spirituel des bouddhistes tibétains. Dans une ambiance recueillie, la foule, composée pour partie de familles new-yorkaises venues par curiosité, d'adeptes de la religion bouddhiste et de moines tibétains, a écouté le Dalai-Lama livrer ses réflexions sur « l'entraînement de l'esprit ». Le Dalai-Lama, âgé de 64 ans, n'a pas fait de commentaire direct sur l'occupation de son pays par la Chine. « À 16 ans j'ai perdu ma liberté, à 24 ans mon pays », a-t-il toutefois souligné avant d'ajouter: « Quand je me retourne, je me rends compte que ma vie n'a pas toujours été facile mais j'ai appris qu'il fallait avoir de la compassion. » L'acteur américain Richard Gere, qui a présenté hier le chef spirituel des bouddhistes à la foule rassemblée à Central Park, a toutefois fait allusion à la « force brutale » employée par les troupes chinoises lors de la répression du soulèvement à Lhassa, capitale du Tibet, en 1959.

MONTREAL

SUITE DE LA PAGE 1

la question au début de l'automne. Un conseil spécial des ministres sur ce dossier est prévu à la fin du mois.

Dans ce contexte délicat où la grande région métropolitaine risque de connaître des moments houleux, M. Limonchik a cherché à obtenir un portrait objectif de la participation réelle de chacune des 29 municipalités au financement de la Communauté urbaine de Montréal (CUM). « Les difficultés financières de Montréal — actuellement exploitées par Québec pour justifier sa tutelle de facto — proviennent principalement du délestage du gouvernement du Québec depuis 1992 et de problèmes budgétaires structurels pour lesquels Québec est en partie responsable. De surcroît, nous voyons que Montréal, contrairement à la croyance populaire, contribue [dans sa juste part au financement de la CUM, et que plusieurs banlieues obtiennent d'importants bénéfices des services de la CUM et du transfert de paiement des villes voisines plus riches », écrit M. Limonchik.

En se basant sur des données publiques telles que le budget de Montréal et celui de la CUM ainsi que les chiffres de recensement de Statistique Canada de 1996, M. Limonchik montre les faits connus sous un nouvel angle. Il a établi une contribution moyenne par résident de la CUM en divisant le total des quote-parts des villes par le nombre de citoyens de chacune. Et pour savoir qui des municipalités reçoit ou donnent le plus, il a calculé la différence entre la quote-part réelle de chaque ville et le montant qu'elle devrait payer si sa contribution était basée sur sa population. Actuellement, la CUM est financée par un système qui ne prend en compte que la richesse foncière de ses membres.

Selon l'analyse de M. Limonchik, Montréal a payé depuis la réforme de la fiscalité municipale de 1979, près de 100 % de sa part à la CUM en regard de sa population. Par exemple, en 1981, 54,5 % du financement de la CUM provenait de Montréal qui abritait 57,9 % des citoyens de toute l'île de Montréal. Quinze ans plus tard, la quote-part montréalaise équivalait à 55,3 % comparativement à sa population qui totalisait 57,2 %.

Transformés en signes de piastre, ces pourcentages signifient que Montréal a payé en 1996 18,7 millions

de moins que ce que représente sa population, soit 1 % de son budget. *Per capita*, les Montréalais paient donc 18 \$ de moins que la moyenne. A Beconsfield, c'est 27 \$, à Saint-Léonard, 90 \$, à Ville LaSalle, 141 \$, à Verdun, 188 \$, à Montréal-Nord, 214 \$ et à Sainte-Geneviève, 235 \$. À l'inverse, la ville qui contribue le plus à la CUM *per capita* est Montréal-Est avec 1771 \$. A Dorval, la facture est de 804 \$, à Westmount, 582 \$, à Mont-Royal, 581 \$, à Saint-Laurent, 354 \$, à Hampstead, 221 \$ et à Outremont, 59 \$.

Pour Abe Limonchik, ce travail permet deux choses. D'abord, la réputation de Montréal d'une ville québécoise ne correspond pas à la réalité. Montréal n'est pas le boulet financier que voudrait bien le faire croire la banlieue de l'île.

Il est toutefois réel que ces municipalités ont peur de devoir payer davantage avec l'éventuelle réforme. La ministre Harel a parlé de la nécessité d'instaurer une fiscalité d'agglomération, sans apporter vraiment plus de détails. La porte est donc ouverte à toutes les interprétations et inquiétudes.

De plus, les délestages successifs du gouvernement du Québec au détriment des municipalités mais aussi l'impact des réformes scolaires de 1996 et 1998 ont rendu fragiles les finances montréalaises. Mais ça, le maire Pierre Bourque le répète depuis au moins deux ans.

Ensuite, les chiffres de M. Limonchik montrent clairement selon lui, que la formule actuelle du financement de la CUM (richesse foncière) n'est plus équitable et devrait être révisée. Dans son analyse d'une vingtaine de pages, le président du RCM suggère que le système prenne en compte également le revenu des ménages et le taux de chômage. Au fil des ans, il y a une concentration de gens pauvres à Montréal qui s'explique notamment par les services de soutien qui y sont offerts en plus grand nombre.

« Le brouhaha des politiciens de la Ville de Montréal et d'une faction radicale des maires de banlieue, qui veulent démanteler la CUM chacun pour différents motifs, a dépeint Montréal comme une ville sombrant dans une crise financière et les dettes », se désole M. Limonchik. « Montréal a toujours payé son dû à la CUM, et ce sont toutes les municipalités de l'île (non seulement Montréal) qui reçoivent des bénéfices des services de la CUM », conclut-il.

PICK-UP

SUITE DE LA PAGE 1

ils constituent aujourd'hui 27,6 %.

Le hic, c'est que les camions légers ne sont pas aussi légers que leur nom le laisse croire. Leur poids varie entre 2000 et 3000 kilos. En comparaison, une Toyota Tercel pèse 957 kilos. Carcasse plus lourde, moteur plus puissant, leur consommation d'essence est aussi nettement supérieure à celle des automobiles de promenade habituelles. Un Jeep Grand Cherokee, par exemple, consomme 15,2 litres d'essence pour parcourir 100 kilomètres en ville, une Honda Civic, 7,5. Et les camions légers n'ont pas à se conformer aux mêmes normes d'émissions de gaz polluants que les véhicules dits de passagers: ils bénéficient encore de leur statut présumé de véhicules commerciaux, même si la plupart ne sont utilisés que pour faire boulot-dodo, aller-retour. Mais plus pour longtemps.

Des normes variables

Les normes d'émission de gaz d'échappement en vigueur présentement au Canada et aux États-Unis varient selon la catégorie du véhicule. Les automobiles et les camions légers de moins de 1700 kilos ne peuvent produire plus de 2,1 grammes de monoxyde de carbone (CO) par kilomètre, 0,25 g/km d'oxydes d'azote (NOx) et 0,050 g/km de particules. Or, la plupart des camions légers à la mode s'inscrivent dans la catégorie 1702 à 2608 kilos, permettant des émissions de 30 à 70 % plus élevées (2,7 g/km de CO, 0,43 g/km de NOx). Et pour les « camions légers » de plus de 2608 kilos, ces normes se relâchent pour permettre 3,1 grammes par kilomètre d'émission de CO, de 0,68 g/kg de NOx et il n'y a même pas de limite pour les particules.

Les automobiles sont responsables de 11,34 % de tous les gaz à effet de serre émis au Canada. Les camions légers, 4,59 %, soit seulement deux fois moins alors qu'ils sont presque quatre fois moins nombreux sur nos routes... En vertu du Protocole de Kyoto, le Canada est tenu de réduire son émission totale de gaz à effet de serre de 25 % d'ici 2010. Or, Transports Canada prévoit que le secteur des transports, qui est responsable de 27 % de tous les gaz à effet de serre émis au pays, verra cette année-là ses émissions dépasser de 26 % les niveaux de 1990. C'est dans cet esprit d'urgence d'agir que l'Agence américaine de protection environnementale, que le Canada co-

pie pour uniformiser les lois sur le continent, étudie présentement la possibilité de modifier les normes d'émission en réponse au phénomène des camions légers. Les normes d'émission seraient désormais les mêmes pour les automobiles et les camions légers, et revues à la baisse. « Ce changement témoigne de l'évolution dans l'utilisation des camions légers, qui ne sont plus que des véhicules commerciaux, explique Lui Hrobelsky, de Transports Canada. Avec cette modification au règlement, on tente d'éliminer la possibilité de polluer plus avec un véhicule de passagers. »

Les consultations se poursuivront jusqu'à la fin de l'année en vue de l'adoption d'une réglementation finale pour mise en application dès 2004. Avec les nouvelles normes suggérées, les 4X4 et les utilitaires deviendraient 95 % plus propres.

Une pure aberration

Pour Jacques Duval, journaliste automobile et auteur des *Guides de l'auto*, le phénomène des 4X4 et des utilitaires est d'ailleurs une pure aberration. Un bal que Chrysler a ouvert avec son Jeep Cherokee, que Ford a poursuivi avec son Explorer et que les consommateurs perpétuent parce que « ça fait bon chic bon genre de se promener avec ça ». Il contribue à renforcer l'image de génération plein air que se donnent les baby-boomers (principaux acheteurs de ces véhicules coûteux), même si à peu près personne ne les utilise pour les raisons prévues par le fabricant: selon un concessionnaire interrogé par M. Duval, seulement 0,1 % des acheteurs font du hors-route.

« L'intérêt [des 4X4 et des utilitaires] pour les constructeurs, c'est qu'ils vendent cher leurs véhicules et ils ne coûtent pas cher à construire: la mécanique est simple, la suspension est rudimentaire. Ils font des fortunes avec ces véhicules. C'est bien plus rentable. [...] C'est le public qui est ridicule là-dedans. Si le prix de l'essence remonte, les gens vont être pris avec un problème. »

Mais tous ne partagent pas ce pessimisme économique et environnemental. Selon José Prades, directeur du Groupe de recherche interdisciplinaire en gestion de l'environnement (GREIGE), la popularité des véhicules 4X4 « est un phénomène tout à fait marginal par rapport à ce qui va se faire d'ici une quarantaine d'années ». Coauteur d'une gigantesque étude sur l'optimisation des moyens de transport, intitulée *Stratégies de gestion des gaz à effet de serre — Les cas des transports urbains* et publiée en 1998, M. Prades

replaces la situation actuelle dans une perspective beaucoup plus large s'échelonnant sur quelques décennies. Selon lui, la voiture telle qu'on la connaît est vouée à disparaître pour faire place aux « advanced transportation systems », des voitures ultra-légères consommant à peine deux litres d'essence pour 100 kilomètres ou encore des voitures sur rail. Parce que les Nord-Américains dépendent 15 % de leur salaire net en transport et que les familles montréalaises dépendent en moyenne deux ou trois fois plus, pendant leur vie, pour leur voiture que pour leur habitation, « ce qui est complètement irrationnel ». La voiture disparaîtra, donc, et le 4X4 aussi.

« [La popularité croissante des 4X4], c'est vraiment la dernière des choses qui m'inquiètent. La voiture est aux « advanced transportation » ce que la machine à écrire est aux ordinateurs. Et le 4X4 énergivore, c'est la version électrique de la machine à écrire... »

Le mythe de la sécurité

Les véhicules utilitaires ne sont pas nocifs que pour la qualité de l'air, ils le sont pour la sécurité routière aussi.

Si les camions légers sont impliqués dans un moins grand nombre d'accidents que les voitures, ces accidents sont plus souvent mortels. Ainsi, en 1998, pour chaque portion de 10 000 véhicules, les camions légers étaient impliqués dans 382,6 accidents, les automobiles 486. Sauf que les accidents des camions légers étaient plus mortels que les autres à 18 %. De surcroît, ces décès sont survenus plus souvent dans l'autre véhicule impliqué dans l'accident que dans le camion léger. Toujours pour chaque portion de 10 000 véhicules en circulation, le nombre de victimes occupant un camion léger était de 0,71 en 1998, contre 1,39 pour les automobiles, soit presque le double... « Cette différence s'explique par un simple effet de masse, explique Claude Dusault, directeur du Service des études et des stratégies en sécurité routière à la SAAQ. Dans un accident, on est toujours mieux de se trouver dans le véhicule le plus lourd... » Sans compter que les pare-chocs des utilitaires, parce que plus hauts sur roues, sont parfois jusqu'à 30 centimètres au-dessus de celui des voitures, les laissant sans protection.

Selon une étude citée dans la publication trimestrielle de Transport 2000, les risques de mort lors d'un accident entre une voiture et un utilitaire sont 27 fois plus élevés pour le conducteur du premier véhicule que du second si l'automobile est enfoncée par le côté.